

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 764

[C — 2001/27157]

7 MARS 2001. — Décret portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. La Société wallonne des Distributions d'Eau instituée par l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau prend la dénomination de "Société wallonne des eaux" (en abrégé S.W.D.E.). Elle est une personne morale de droit public, constituée sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée. Ci-dessous, elle est dénommée "la Société".

Elle n'a pas un caractère commercial.

Son siège social et administratif est établi à Verviers.

Art. 2. La Société associe, selon les conditions prévues par ses statuts, la Région wallonne, la Société publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.), des provinces, des communes, des intercommunales et des personnes de droit public ou de droit privé.

Art. 3. Les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés coopératives à responsabilité limitée sont applicables à la Société, pour autant que le décret n'y déroge pas en raison du caractère public de la Société.

Les associés ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une certaine valeur.

La Société n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ni à celles de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

En matière de constitution de la Société et de responsabilité des fondateurs, il est dérogé aux articles 66, 401, 405 et 424 du Code des sociétés.

En matière d'apports, il est dérogé aux articles 395, 398 et 399 du Code des sociétés.

En matière d'augmentation de capital, il est dérogé aux articles 422 et 423 du Code des sociétés.

En matière d'emprunts contractés par la Société, il est dérogé à l'article 430 du Code des sociétés.

En matière d'admission, de démission et d'exclusion d'associé, il est dérogé aux articles 366 à 376 du Code des sociétés.

En matière d'engagements des associés, il est dérogé aux articles 32 et 404 du Code des sociétés.

La Société bénéficie de l'immunité d'exécution pour les biens entièrement ou partiellement affectés à la mise en œuvre de ses tâches de service public.

Art. 4. Les statuts de la Société règlent son fonctionnement. Ils doivent être conformes aux dispositions du présent décret et à celles qui régissent les sociétés commerciales.

Les statuts doivent être adoptés par l'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, et approuvés par le Gouvernement.

L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, peut apporter des modifications aux statuts, sous réserve de l'approbation du Gouvernement.

Art. 5. La Société est constituée pour une période illimitée.

Sa dissolution ne peut être décidée que par un décret qui déterminera les modalités de la liquidation et la situation des agents.

Art. 6. Aucune démission d'un associé, personne de droit public, n'est autorisée pendant la période d'activité de la Société que de l'accord des deux tiers des membres de l'assemblée générale.

CHAPITRE II. — *Objet de la Société et missions de services public*

Art. 7. La Société a pour objet :

- la production d'eau;
- la distribution d'eau par canalisations;
- la protection des ressources aquifères;
- la réalisation de toute opération relative au cycle de l'eau.

Art. 8. Les missions de service public de la Société s'exercent exclusivement sur le territoire de la Région wallonne et sont :

- 1° la production d'eau;
- 2° la distribution d'eau par canalisation;
- 3° la protection des ressources d'eau potabilisable dans le cadre des missions assignées à la SPGE par l'article 6, § 2, 2°, du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau;
- 4° la réalisation de toutes obligations nées des impératifs légaux et réglementaires afférents au cycle de l'eau;
- 5° l'exécution de toute tâche confiée aux distributeurs dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;
- 6° les prestations de nature sociale ou humanitaire à effectuer en matière d'approvisionnement en eau potable.

Pour l'accomplissement de ces missions, la Société peut procéder à l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire. Par infrastructure, on entend notamment l'ensemble des équipements de captage, d'adduction, d'emmagasinement (châteaux d'eau, réservoirs,...), de refoulement, de pompage, de traitement, de distribution, de comptage et leurs accessoires ainsi que les terrains où ils se situent, y compris les emprises en sous-sol et les servitudes dont la Société est titulaire.

La mise en œuvre des missions de service public de la Société ne porte pas préjudice à ceux qui exercent en Région wallonne une même activité.

CHAPITRE III. — *Contrat de gestion*

Section 1^{re} — Définition et contenu

Art. 9. § 1^{er}. Les règles, modalités et objectifs selon lesquels la Société exerce les missions de service public qui lui sont confiées sont déterminées dans un contrat de gestion conclu entre la Région wallonne et la Société.

§ 2. Le contrat de gestion définit les engagements de la Société relatifs :

- 1° aux modalités d'exécution de ses missions de service public;
- 2° aux principes gouvernant les tarifs pour les prestations s'effectuant dans le cadre des missions de service public;
- 3° aux principes que la Société doit respecter dans ses relations avec les usagers des prestations de service public;
- 4° à la structure financière de la Société;
- 5° aux indicateurs que le tableau de bord trimestriel doit contenir ainsi qu'aux délais pour la communication au Gouvernement.

§ 3. Le contrat de gestion définit les engagements de la Région relatifs:

- 1° aux mesures générales de protection en relation avec les prises d'eau exploitées par la Société;
- 2° à l'examen ou à la révision des dossiers de demandes d'autorisation de prises d'eau introduits par la Société;
- 3° au contrôle de l'accès aux ressources alternatives d'alimentation en eau;
- 4° à l'accès à ses bases de données concernant le secteur de l'eau et à son concours à tous les moyens de communication et autres pouvant améliorer la gestion dudit secteur;
- 5° aux obligations financières pour des missions spécifiques ou particulières confiées à la Société par la Région.

§ 4. Le contrat de gestion définit par ailleurs :

- 1° les sanctions en cas de non-respect par une des parties de ses engagements résultant du contrat de gestion;
- 2° les méthodes d'évaluation dudit contrat de gestion.

Un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du contrat de gestion est présenté au Gouvernement par la S.W.D.E. au plus tard le 1^{er} juillet de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte.

Le rapport annuel est transmis dans le mois suivant par le Gouvernement au Conseil régional wallon.

§ 5. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages et intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

Les sanctions en cas de non-respect par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion s'organisent comme suit : lorsque les obligations prévues par le contrat de gestion ne sont pas respectées par l'une ou l'autre des parties, ces dernières se concertent sur les mesures correctrices à prendre et fixent la date de la prochaine évaluation.

A cette date, s'il est constaté que ces mesures n'ont pas donné de résultat, la partie envers laquelle une obligation n'a pas été respectée peut activer les sanctions qui ont été déterminées au sein du contrat de gestion.

La Société ne pourra se voir appliquer aucune sanction prévue par le contrat de gestion ni être tenue au paiement de dommages et intérêts en raison du non accomplissement de ses missions si celui-ci est la conséquence de la défaillance de la Région ou d'un organisme exécutant des missions confiées par la Région ou encore d'un cas fortuit ou de force majeure.

§ 6. En aucun cas, le contrat de gestion ne peut porter atteinte aux droits dont les tiers disposent en raison de l'exécution dudit contrat.

Section 2. — Conclusion, approbation, fin et renouvellement

Art. 10. Lors de la négociation du contrat de gestion, la Société est représentée par son président et son directeur général.

Le contrat de gestion est soumis à l'accord du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, et à l'accord du Gouvernement.

Il n'entre en vigueur que moyennant sa publication au *Moniteur belge*. Il est communiqué par le Gouvernement au Conseil régional wallon préalablement à son entrée en vigueur.

Art. 11. § 1^{er}. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de cinq ans.

Chaque partie peut proposer en tout temps de le modifier. La modification se fait conformément à l'article 10.

Le contrat de gestion est évalué après trois ans.

§ 2. Au plus tard six mois avant l'expiration d'un contrat de gestion, la société soumet au Gouvernement un projet de nouveau contrat de gestion.

Si, à l'expiration du contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat de gestion en cours est prorogé de plein droit pendant un an. Au terme de la prorogation, le Gouvernement arrête pour un an un plan de gestion renouvelable une seule fois.

CHAPITRE IV. — *Autonomie*

Art. 12. La Société est libre de développer, dans les limites du présent décret, toutes les activités qui sont compatibles avec son objet social.

La Société décide, dans les limites de son objet social, de l'acquisition, de l'utilisation et de l'aliénation de ses biens corporels et incorporels, de la constitution ou de la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de telles décisions.

Art. 13. Sans préjudice de l'article 9, § 2, 2°, du présent décret, la Société détermine les tarifs et les structures tarifaires pour les prestations qu'elle fournit, dans le respect de la législation relative à la fixation des prix.

Art. 14. La Société peut, moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement, exproprier des biens et droits immobiliers pour cause d'utilité publique.

Le conseil d'administration décide quelles sont, parmi les acquisitions immobilières réalisées à l'amiable, celles qui le sont pour cause d'utilité publique.

Art. 15. La société peut exécuter d'initiative sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'Etat, de la Région, des provinces et des communes, tous travaux relatifs à sa mission, selon les modalités prévues par la loi du 17 janvier 1938 réglant l'usage par les autorités publiques, associations de communes et concessionnaires de services publics ou d'utilité publique, des domaines publics de l'Etat, des provinces et des communes, pour l'établissement et l'entretien de canalisations et notamment des canalisations d'eau et de gaz.

Art. 16. La Société pourra être autorisée par le Gouvernement aux conditions à déterminer par lui :

1° à céder à une commune ou à une intercommunale tout ou partie de l'un de ses services de distribution d'eau;

2° à cesser l'exploitation d'un de ses services, sur la proposition de la majorité des associés communaux détenteurs des parts sociales souscrites dans ce service, pour autant que ceux-ci détiennent en outre la majorité du capital du service concerné.

En cas de cession partielle ou totale ou de cessation d'exploitation d'un service, les associés titulaires de parts sociales de ce service cessent de faire partie de la Société, à moins qu'ils ne soient détenteurs de parts se rapportant à d'autres services.

Il sera procédé à la liquidation de l'avoir social du service cédé ou abandonné.

Si les bases de la répartition de cet avoir n'ont pas été arrêtées au moment de la constitution du service, le montant de la part à restituer à chacun des associés sera fixé par le conseil d'administration après avis du comité consultatif du service concerné, sans préjudice de toutes réparations ou dommages et intérêts qui seraient dus à la Société.

Art. 17. § 1^{er}. La Société décide, dans les limites de son objet social et, le cas échéant, conformément aux dispositions de son contrat de gestion concernant la structure financière, de l'étendue, des techniques et des conditions de son financement externe.

§ 2. La Société décide du placement de ses fonds disponibles dans le respect des dispositions éventuellement consignées dans le contrat de gestion.

Art. 18. § 1^{er}. La Société peut prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations ou institutions, de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères, dont l'objet social est en rapport avec le sien.

§ 2. Le conseil d'administration décide à la majorité des deux tiers des voix exprimées de toute prise de participation.

§ 3. Lorsque la Société décide de prendre ou céder des participations telles qu'au § 1^{er}, elle en informe le Gouvernement. Celui-ci dispose d'un délai de trente jours à partir du moment où cette décision lui est communiquée, pour formuler toute observation qu'il juge utile ou, éventuellement, s'y opposer.

§ 4. Les représentants de la Société dans les sociétés dans lesquelles la S.W.D.E. a pris une participation sont désignés par le conseil d'administration parmi les administrateurs, le directeur général, les directeurs généraux adjoints et les membres du personnel de la Société.

CHAPITRE V. — *Assemblée générale*

Art. 19. L'assemblée générale exerce les pouvoirs qui lui sont spécialement réservés dans le présent décret, la loi ou les statuts.

Les représentants des associés disposent à l'assemblée générale d'un droit de vote correspondant au nombre de parts sociales souscrites qu'ils détiennent, à l'exception de dispositions expresses prévues dans le présent décret, la loi ou les statuts.

CHAPITRE VI. — *Administration**Section 1^{re} — Le conseil d'administration*

Art. 20. § 1^{er}. La Société est administrée par un conseil d'administration.

§ 2. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux que la loi, les statuts ou le décret réservent à l'assemblée générale.

§ 3. Le conseil d'administration contrôle la gestion journalière assurée par le comité de direction qui en fait régulièrement rapport au conseil. Le conseil d'administration ou son président, peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de la Société ou sur certaines d'entre elles.

§ 4. Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction tout ou partie de ses pouvoirs, à l'exception des pouvoirs suivants :

- 1° la définition de la politique générale de la Société;
- 2° tous les pouvoirs que la loi, le décret ou les statuts réservent expressément au conseil d'administration.

Tout acte de délégation identifie de manière précise les pouvoirs visés par cette délégation.

Toute délégation ne peut dépasser la durée d'un an et est renouvelable.

Art. 21. § 1^{er}. Le conseil d'administration est composé de 17 membres dont un président et deux vice-présidents.

L'assemblée générale règle ce qui a trait aux attributions et aux émoluments du président, des deux vice-présidents et des administrateurs.

Neuf administrateurs sont élus par l'assemblée générale. Huit administrateurs sont nommés par le Gouvernement, dont deux sur proposition de la S.P.G.E.

§ 2. Les membres du conseil d'administration sont désignés pour un mandat renouvelable de six ans.

Le renouvellement du conseil s'effectue lors de la première assemblée générale ordinaire qui suit les élections provinciales et communales.

§ 3. En cas de vacance d'une place d'administrateur, à la nomination de l'assemblée générale, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement, conformément à la règle proportionnelle déterminée par le § 6, alinéa 3, jusqu'à une nomination définitive par la plus prochaine assemblée générale.

§ 4. Le Gouvernement nomme le président du conseil d'administration. Le premier vice-président et le deuxième vice-président sont désignés par le conseil d'administration au sein de ses représentants. Une de ces trois fonctions au moins est réservée à un des membres du conseil d'administration issu de l'assemblée générale. Les statuts arrêtent les règles relatives à leurs compétences respectives.

§ 5. En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Le président peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la Société. Il peut requérir du comité de direction et des agents de la Société toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat.

§ 6. Les administrateurs élus par l'assemblée générale doivent avoir la qualité de bourgmestre, d'échevin ou de conseiller communal d'une commune associée.

L'administrateur élu par l'assemblée générale qui est membre d'un conseil communal ou bourgmestre et qui perdrait cette qualité est réputé de plein droit démissionnaire.

Les administrateurs élus par l'assemblée générale sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées, en tenant compte des éventuelles déclarations individuelles facultatives d'apparentement ou de regroupement. Pour le calcul de cette proportionnelle, le poids de chaque associé communal sera pondéré en fonction du nombre de parts sociales qu'il détient.

§ 7. Le conseil d'administration peut s'adjoindre un ou plusieurs observateurs qui assistent aux réunions avec voix consultative.

§ 8. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix sauf les exceptions visées par les statuts, le Code des sociétés et le présent décret.

Section 2. — Le mandat d'administrateur

Art. 22. § 1^{er}. Sans préjudice des autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou dans les statuts de la Société, le mandat d'administrateur est incompatible avec

- 1° la qualité de membre d'un gouvernement;
- 2° la qualité de gouverneur d'une province;
- 3° la qualité de membre du comité de direction;
- 4° la qualité de membre du personnel ou pensionné de la Société.

§ 2. Lorsqu'un administrateur acquiert l'une des qualités visées au paragraphe 1^{er}, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de trois mois. S'il ne le fait pas, il est réputé, à l'expiration de ce délai, s'être démis de plein droit de son mandat auprès de la Société.

Le mandat d'administrateur prend fin de plein droit le jour où la personne concernée atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Section 3. — Le comité de direction

Art. 23. Le comité de direction est composé d'un directeur général qui le préside et de deux directeurs généraux adjoints.

Il est chargé de la gestion journalière et de la représentation de la Société, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 24. Le Gouvernement nomme les membres du comité de direction pour un mandat renouvelable d'une durée de six ans.

Si un des membres a plus de cinquante-neuf ans lors de sa nomination, le Gouvernement réduit la durée de son mandat de manière à ce que le terme de celui-ci coïncide avec le jour où ce membre atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Les membres du comité de direction ne peuvent être révoqués que par le Gouvernement :

- 1° soit sur proposition du conseil d'administration;
- 2° soit à l'initiative du Gouvernement, après avis du conseil d'administration.

Art. 25. § 1^{er}. Les droits, y compris la rémunération, et obligations mutuels des membres du comité de direction, d'une part et de la Société, d'autre part, sont réglés par convention particulière entre les parties concernées. Pour la conclusion de cette convention, la Société est représentée par le conseil d'administration.

Cette convention prévoit des dispositions particulières visant à garantir, en cas de non renouvellement du mandat ou de révocation, la situation sociale et financière des membres du comité de direction qui auraient été contraints de démissionner de leur poste ou de cesser une activité d'indépendant pour exercer leur mandat à la S.W.D.E.

Les membres du comité de direction qui, au moment de leur nomination, se trouvent dans un lien statutaire avec la Société ou toute autre personne de droit public dépendant de la Région sont mis d'office en congé pour mission d'intérêt général pour la durée du mandat.

§ 2. La rémunération des personnes membres du comité de direction est à charge de la Société.

Section 4. — Les services, les comités consultatifs et les comités de zone

Sous-section 1^{re} — Les services

Art. 26. La Société est organisée en services de production et de distribution.

La mission de service public de production d'eau est assurée dans le cadre d'un service de production. Celui-ci regroupe les infrastructures nécessaires à la réalisation de cette mission. Il fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité analytique d'exploitation.

La mission de service public de distribution d'eau est assurée dans le cadre de services de distribution. Chaque service de distribution regroupe les infrastructures nécessaires à la réalisation de cette mission sur le territoire des communes de ce service et fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité analytique d'exploitation.

Sous-section 2. — Les comités consultatifs

Art. 27. Il existe pour chaque service en exploitation un comité consultatif.

Les associés communaux et intercommunaux du service de production et la S.P.G.E. en forment le comité consultatif.

Les associés de chaque service de distribution, à l'exclusion de la Région, de la S.P.G.E. et des provinces en forment le comité consultatif.

Chaque comité consultatif est présidé par un membre du conseil d'administration, désigné par celui-ci.

Le conseil d'administration arrête les règles de fonctionnement des comités consultatifs sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale.

Chaque comité se réunit au moins deux fois par an et examine les comptes annuels lors d'une de ces réunions.

Chaque associé dispose d'une voix au sein des comités consultatifs dont il fait partie.

Art. 28. Sont obligatoirement soumis à l'avis des comités consultatifs :

- 1° tout projet de fusion d'un service avec un ou plusieurs autres;
- 2° tout projet de modification des tarifs de vente de l'eau;
- 3° tout projet d'extension, de réduction ou de modification du service;
- 4° toute proposition d'admission d'un nouveau membre qui ferait éventuellement partie du service;
- 5° toute demande de démission ou toute proposition d'exclusion d'un associé qui fait partie du service;
- 6° tout projet de cession partielle ou totale d'un service de distribution à une commune ou à une intercommunale;
- 7° tout programme de travaux intéressant le service.

Sous-section 3. — Les comités de zone

Art. 29. Il est créé des comités de zone regroupant par sous-bassin hydrographique les services de distribution. Chaque comité de zone se réunit au moins une fois par an.

Sur décision unanime d'un comité consultatif, ses compétences peuvent être transférées au comité de zone concerné.

La composition et les modalités du fonctionnement des comités de zone sont déterminés par le conseil d'administration.

Art. 30. Sont obligatoirement soumis à l'avis des comités de zone les projets d'actions à mener par la Société dans le cadre d'une gestion intégrée du cycle de l'eau et de l'amélioration de la qualité de l'eau.

Art. 31. Le conseil d'administration est élargi, au moins une fois par an, aux présidents des comités de zone.

Lors de cette réunion, une information sur les options stratégiques de la Société est présentée.

CHAPITRE VII. — Tutelle administrative et contrôle

Section 1^{re} — Tutelle administrative

Art. 32. § 1^{er}. La Société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement. Ce contrôle, pour ce qui concerne les missions de service public, est exercé par deux commissaires du Gouvernement nommés et révoqués par le Gouvernement.

Le Gouvernement règle l'exercice des missions des commissaires.

§ 2. Les commissaires du Gouvernement qui agissent individuellement ou conjointement veillent au respect de la loi, du décret, des statuts de la Société, du contrat de gestion et s'il échet, du plan de gestion provisoire.

§ 3. Les commissaires du Gouvernement sont invités à toutes les réunions du conseil d'administration. Ils disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

§ 4. Les commissaires du Gouvernement peuvent, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du Gouvernement contre toute décision qu'ils estiment contraire à la loi, au décret, aux statuts, au contrat de gestion ou, s'il échet, au plan de gestion provisoire.

Ce délai court à partir du jour de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont pris connaissance. Ce recours est suspensif.

Si, dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai visé au premier alinéa, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive. Le Gouvernement notifie l'annulation à l'organe de gestion.

Art. 33. Lorsque le respect de la loi, du décret, des statuts ou du contrat de gestion le requiert, le Gouvernement, à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement, peut requérir le conseil d'administration de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

Section 2. — Contrôle des comptes

Art. 34. § 1^{er}. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un collège des commissaires aux comptes composé de trois membres.

Leurs délibérations sont collégiales.

Leurs rapports et observations sont communiqués au Gouvernement et à l'assemblée générale.

Le président du collège est désigné par l'assemblée générale, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, conformément aux dispositions du Code des sociétés. Il a la qualité de commissaire-réviseur.

Les deux autres membres sont nommés par le Gouvernement.

Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans.

Ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour de justes motifs graves. Le contrat de gestion précise leur mission, leurs moyens d'action, leur statut et leurs émoluments, à l'exception des émoluments visés au § 2.

§ 2. L'assemblée générale détermine la rémunération du commissaire-réviseur. Cette rémunération est à charge de la Société.

CHAPITRE VIII. — Comptabilité et comptes annuels

Art. 35. § 1^{er}. La Société établit sa comptabilité par année civile. Elle établit un système distinct de comptes pour les activités ayant trait à ses missions de service public, d'une part, et pour ses autres activités, d'autre part.

Les règles de répartition du résultat sont consignées dans les statuts. Ces règles tiendront compte notamment du nombre de raccordements et de la gestion parcimonieuse de l'eau. La Région, la S.P.G.E. et les provinces ne participent pas à la répartition du résultat dégagé par les activités ayant trait aux missions de service public.

L'annexe des comptes annuels contient un état récapitulatif des comptes relatifs aux missions de service public et un commentaire à ce sujet. Le Gouvernement peut arrêter des règles relatives à la forme et au contenu de cet état récapitulatif et de ce commentaire.

§ 2. Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion, du rapport du commissaire réviseur et du rapport du collège des commissaires au Gouvernement, avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice concerné.

Avant le 31 juillet de l'année suivant l'exercice concerné, le Gouvernement communique les documents visés au premier alinéa au Conseil régional wallon.

Art. 36. La Société tient outre sa comptabilité générale des comptabilités analytique et budgétaire.

CHAPITRE IX. — Capital social

Art. 37. Le capital social se compose de trois types de parts :

— les parts constitutives;

— les parts représentatives de participations dans le capital du service de production et des services de distribution; ces parts peuvent être souscrites par la Région, la S.P.G.E., les provinces, les intercommunales, les communes et les personnes de droit public ou de droit privé;

— les parts que le conseil d'administration est habilité à créer en fonction d'activités spécifiques en rapport avec l'objet social.

Les actionnaires communaux représentent en tout temps au minimum 50 % du capital plus une part.

Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du capital, les communes disposent toujours de la majorité des voix dans les différents organes de gestion de la Société, à l'exception du comité de direction.

Les parts constitutives ne peuvent être cédées. Les autres parts d'un associé personne de droit public ne peuvent être cédées qu'à un autre associé personne de droit public.

Pour devenir titulaires de parts, les personnes de droit privé doivent être préalablement habilitées par le Gouvernement.

CHAPITRE X. — Personnel

Art. 38. Le conseil d'administration adopte, sur proposition du comité de direction :

a) le statut du personnel;

b) le règlement de travail.

CHAPITRE XI. — *Dispositions provisoires*

Art. 39. La maîtrise de l'ouvrage des marchés ayant fait l'objet d'un engagement sur le titre V « Entreprise régionale : ERPE » du budget général des dépenses de la Région wallonne et dont la liste figure aux comptes annuels de l'ERPE pour l'exercice 2000, à l'exclusion des marchés relatifs à la Transhennuyère, est confiée à la S.W.D.E. à partir du 1^{er} janvier 2001.

Art. 40. La maîtrise de l'ouvrage des marchés relatifs à la Transhennuyère et ayant fait l'objet d'un engagement sur le titre V « Entreprise régionale : ERPE » du budget général des dépenses de la Région wallonne et dont la liste figure aux comptes de l'ERPE pour l'exercice 2000 est confiée à la S.W.D.E. à partir du 1^{er} janvier 2001.

Dès que l'ensemble des biens faisant partie de la Transhennuyère est opérationnel, le Gouvernement en confie par convention la gestion à la Société. La convention règle les modalités d'exercice de cette gestion ainsi que la participation des utilisateurs de ces biens, dont le siège social est établi en Région wallonne, à leur gestion.

Art. 41. § 1^{er}. La propriété des biens affectés à l'activité de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau appartenant à la Région au 31 décembre 2000 et dont la liste est arrêtée par le Gouvernement wallon est transférée à la S.P.G.E.

Le transfert est opposable de plein droit aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon établissant la liste des biens.

§ 2. La propriété des biens faisant l'objet des marchés pour lesquels un engagement sur le titre V « Entreprise régionale : ERPE » du budget général des dépenses de la Région wallonne a été décidé et dont la liste figure aux comptes annuels de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau pour l'exercice 2000, à l'exclusion des biens faisant partie de la Transhennuyère, est automatiquement transférée à la S.P.G.E. dès que la réception provisoire a été accordée par le maître de l'ouvrage.

Le transfert des biens concernés est opposable de plein droit aux tiers sans autre formalité.

§ 3. La S.P.G.E. succède aux droits et obligations de la Région relatifs aux biens qui sont transférés en vertu du présent article, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours ou à venir.

En cas de litige sur tout ou partie des biens transférés dont les actes de propriété n'ont pas été transmis à la S.P.G.E., la Région intervient en garantie à la procédure au profit de la S.P.G.E.

La Région reste seule tenue des obligations dont le paiement ou l'exécution était exigible avant le transfert de propriété, à l'exception du financement des marchés faisant l'objet d'un engagement budgétaire sur le titre V « Entreprise régionale : ERPE » du budget général des dépenses de la Région wallonne, transféré à la société et couvert par des valeurs existantes identifiées au fonds de réserve dans la comptabilité de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau arrêtées à la clôture de la liquidation de celle-ci. A l'issue de ce paiement, le solde des valeurs sera reversé à la Région wallonne selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. Si ce solde est négatif, la Région wallonne rembourse à la S.W.D.E. les débours constatés sur pièces justificatives.

§ 4. La Région communique dans les meilleurs délais les actes et documents en ce compris les extraits des matrices cadastrales et du plan cadastral mentionnant les droits, charges et obligations relatifs aux biens apportés.

L'inventaire de ces actes et documents est dressé dans les plus brefs délais. Il est signé par le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions et le Ministre du Budget ainsi que le président du conseil d'administration de la S.P.G.E.

§ 5. La S.P.G.E. fait apport à la société de l'usufruit des biens visés aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article.

Un protocole d'accord entre la Société et la S.P.G.E. règle les conditions de l'apport à la Société de l'usufruit des biens, de l'exercice du droit d'usufruit ainsi que de la participation des utilisateurs de ces biens à leur gestion.

Art. 42. Le premier contrat de gestion prévu à l'article 10 est conclu au plus tard le 31 décembre 2001.

Si, à l'expiration de ce délai, un contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Gouvernement peut arrêter un plan de gestion provisoire dont le contenu correspond à celui du contrat de gestion.

Art. 43. Le premier contrat de gestion s'achève le 31 décembre 2005.

Art. 44. Une assemblée générale extraordinaire est convoquée au plus tard le 31 mai 2001 aux fins d'adapter les statuts de la Société aux dispositions du présent décret.

Il est procédé, dès la première assemblée générale qui suit l'entrée en vigueur du présent décret, à l'élection du conseil d'administration.

Art. 45. La Société dispose du même statut fiscal que celui dont disposaient la Société nationale des Distributions d'Eau et la Société wallonne des Distributions d'Eau.

CHAPITRE XII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 46. Dans l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots "Société wallonne des Distributions d'Eau" sont supprimés.

Art. 47. Le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, modifié par les décrets du 5 novembre 1987 et du 25 juillet 1991 est abrogé, à l'exception de l'article 1^{er}, § 1^{er}.

Art. 48. Le décret du 2 juillet 1987 érigeant en Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau le service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau, modifié par les décrets du 25 juillet 1991 et du 15 avril 1999, est abrogé.

Art. 49. L'article 17, alinéa 2 du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau est abrogé.

CHAPITRE XIII. — *Mesures transitoires*

Art. 50. Dans les trois mois de l'adoption par le conseil d'administration du statut visé à l'article 38, une procédure de transfert sur base volontaire des fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne affectés à l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau vers la Société sera entamée.

Les modalités du transfert seront négociées au sein du comité de secteur et prévoient les principes ci-après :

1° les fonctionnaires sont transférés dans leur grade ou à un grade équivalent et en leur qualité. Ils conservent au moins les droits pécuniaires et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenus s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Les fonctionnaires transférés sont soumis d'office aux droits et obligations qui découlent du statut du personnel de la Société;

2° la procédure d'appel aux candidats pour le transfert devra être réalisée dans un délai de trois mois et l'arrêté nominatif de transfert prendra effet dans les trois mois qui suivent.

Art. 51. Le directeur général et le directeur général adjoint en place à la Société wallonne des Distributions d'Eau au moment de l'entrée en vigueur du présent décret sont de plein droit président et membre du comité de direction. Le troisième membre du comité de direction est choisi par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de la Société wallonne des Distributions d'Eau.

Leurs droits et obligations et ceux de la Société sont réglés selon les modalités prévues à l'article 25 du présent décret.

Ils entrent en fonction le premier jour du mois qui suit l'installation du premier conseil d'administration nommé conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 52. Les agents de la Société wallonne des Distributions d'Eau en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret restent agents de la Société wallonne des Eaux. Ils conservent les mêmes avantages que ceux qu'ils détenaient à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 53. Tant qu'ils n'auront pas été modifiés conformément à l'article 4 du présent décret, les statuts actuels de la Société wallonne des Distributions d'Eau restent d'application pour autant qu'ils ne soient pas en contradiction avec les termes du présent décret.

CHAPITRE XIV. — *Entrée en vigueur*

Art. 54. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 mars 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — 171 (2000-2001) N^{os} 1 à 12.

Compte rendu intégral. — Séance publique 21 février 2001. Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 764

[C — 2001/27157]

7. MÄRZ 2001 — Dekret zur Umgestaltung der "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und, wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Die durch den Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 23. April 1986 zur Errichtung einer "Société wallonne des distributions d'eau" gegründete "Société wallonne des Distributions d'Eau" wird als "Société wallonne des Eaux" (in der Kurzform S.W.D.E.) neu bezeichnet. Sie ist eine juristische Person öffentlichen Rechts und wird als Genossenschaft mit beschränkter Haftung gegründet. Weiter unten wird sie "die Gesellschaft" genannt.

Sie hat keinen kommerziellen Charakter.

Ihr Gesellschafts- und Verwaltungssitz wird in Verviers festgesetzt.

Art. 2 - Sie setzt sich gemäß den in ihren Satzungen vorgesehenen Bedingungen aus der Wallonischen Region, der "Société publique de Gestion de l'Eau" (S.P.G.E.) (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung), Provinzen, Gemeinden, Interkommunalen und Personen öffentlichen bzw. privaten Rechts zusammen.

Art. 3 - Die auf die Genossenschaften mit beschränkter Haftung anwendbaren gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen sind auf die Gesellschaft anwendbar, dies insofern das Dekret wegen des öffentlichen Charakters der Gesellschaft nicht davon abweicht.

Die Teilhaber dürfen nur separat und bis zu einem gewissen Wert Verpflichtungen eingehen.

Die Gesellschaft unterliegt nicht den Bestimmungen des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 und des Gesetzes vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich.

Was die Gründung der Gesellschaft und die Haftung der Gründer betrifft, wird von den Artikeln 66, 401, 405 und 424 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Einlagen betrifft, wird von den Artikeln 395, 398 und 399 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Kapitalerhöhung betrifft, wird von den Artikeln 422 und 423 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die durch die Gesellschaft aufgenommenen Anleihen betrifft, wird von Artikel 430 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Aufnahme, den Rücktritt und den Ausschluss von Teilhabern betrifft, wird von den Artikeln 366 bis 376 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Verpflichtungen der Teilhaber betrifft, wird von den Artikeln 32 und 404 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Die Gesellschaft kommt in den Genuss der Durchführungsimmunität für die Güter, die völlig oder teilweise für die Erfüllung ihrer Aufgaben öffentlichen Interesses bestimmt sind.

Art. 4 - Die Satzungen der Gesellschaft regeln ihre Arbeitsweise. Sie müssen den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und den für die Handelsgesellschaften geltenden Bestimmungen entsprechen.

Die Satzungen müssen durch die mit Zweidrittelmehrheit der Stimmen beschließende Generalversammlung der Teilhaber verabschiedet werden und durch die Regierung genehmigt werden.

Die mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen beschließende Generalversammlung der Teilhaber kann vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung Abänderungen an den Satzungen vornehmen.

Art. 5 - Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Ihre Auflösung kann nur durch ein Dekret beschlossen werden, das die Auflösungsmodalitäten und die Lage der Bediensteten bestimmen wird.

Art. 6 - Ein Rücktritt eines Teilhabers, der eine Person öffentlichen Rechts ist, wird während der Tätigkeitsperiode der Gesellschaft ohne die Zustimmung von zwei Dritteln der Mitglieder der Generalversammlung nicht erlaubt.

KAPITEL II — *Gesellschaftszweck und Aufgaben öffentlichen Dienstes*

Art. 7 - Die Gesellschaft hat zum Zweck:

- die Wassergewinnung;
- die Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
- den Schutz der Grundwasservorkommen;
- die Durchführung jeglicher mit dem Wasserkreislauf verbundenen Maßnahme.

Art. 8 - Die der Gesellschaft anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes werden ausschließlich auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausgeübt und bestehen aus:

- 1° der Wassergewinnung;
- 2° der Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
- 3° dem Schutz der Vorkommen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser im Rahmen der Aufgaben, mit denen die SPGE durch Artikel 6, § 2, 2°, des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) beauftragt wird;
- 4° der Erfüllung von allen Verpflichtungen, die die mit dem Wasserkreislauf verbundenen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Anforderungen bewirkt haben;
- 5° der Durchführung jeder den Versorgungsgesellschaften im Rahmen der verordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Festsetzung, der Einziehung, der Beitreibung, der Befreiung und der Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern übertragenen Aufgabe;
- 6° den in Sachen Trinkwasserversorgung zu leistenden Diensten sozialer oder humanitärer Art.

Um diese Aufgaben zu erfüllen, kann die Gesellschaft den Erwerb, den Bau, den Unterhalt, die Verwaltung und die Betreibung der notwendigen Infrastruktur vornehmen. Unter Infrastruktur versteht man insbesondere die Gesamtheit der Ausrüstungen zur Gewinnung, zur Zuleitung, zur Lagerung (Wassertürme, Behälter ...), zur Rückförderung, zum Abpumpen, zur Behandlung, zur Verteilung, zum Abzählen und deren Zubehör sowie die Grundstücke, worauf sie sich befinden, einschließlich der Untergrundflächen und der Grunddienstbarkeiten, von denen die Gesellschaft der Inhaber ist.

Die Durchführung der der Gesellschaft anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes benachteiligt nicht diejenigen, die eine vergleichbare Tätigkeit in der Wallonischen Region ausüben.

KAPITEL III — *Geschäftsführungsvertrag*

Abschnitt 1 — Begriffsbestimmung und Inhalt

Art. 9 - § 1. Die Regeln, Modalitäten und Ziele, aufgrund deren die Gesellschaft die ihr anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes durchführt, werden in einem zwischen der Wallonischen Region und der Gesellschaft abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrag bestimmt.

§ 2. Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt die Verpflichtungen der Gesellschaft in Bezug auf :

- 1° die Modalitäten zur Durchführung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes:

2° die Grundsätze, die die Tarife für die Leistungen bestimmen, die im Rahmen der Aufgaben öffentlichen Dienstes erledigt werden;

3° die Grundsätze, die die Gesellschaft in ihren Beziehungen mit den Benutzern der Leistungen öffentlichen Dienstes einhalten muss;

4° die finanzielle Struktur der Gesellschaft;

5° die Indikatoren, die die vierteljährliche Übersichtstabelle enthalten muss, sowie die Fristen für die Mitteilung an die Regierung.

§ 3. Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt die Verpflichtungen der Region in Bezug auf:

1° die allgemeinen mit den durch die Gesellschaft benutzten Wasserentnahmestellen verbundenen Schutzmaßnahmen;

2° die Überprüfung oder die Revision der durch die Gesellschaft eingereichten Anträge auf eine Genehmigung zur Wasserentnahme;

3° die Kontrolle des Zugangs zu alternativen Wasserversorgungsquellen;

4° den Zugang zu ihren Datenbanken im Bereich des Wassersektors und ihre Mitwirkung bei allen Kommunikationsmitteln und anderen Mitteln, die die Führung des besagten Sektors verbessern können;

5° die finanziellen Verpflichtungen für spezifische oder besondere Aufgaben, mit denen die Gesellschaft durch die Region beauftragt wird.

§ 4. Andererseits bestimmt der Geschäftsführungsvertrag ebenfalls:

1° die Strafmaßnahmen, falls eine der Parteien ihre auf dem Geschäftsführungsvertrag beruhenden Verpflichtungen nicht einhält;

2° die Methoden zur Bewertung des besagten Geschäftsführungsvertrags:

Einer jährlicher Bewertungsbericht über die Durchführung des Geschäftsführungsvertrags wird der Regierung spätestens am 1. Juli des auf das Geschäftsjahr, worauf es sich bezieht, folgenden Jahres durch die S.W.D.E. vorgelegt.

Der jährliche Bericht wird während des folgenden Monats dem Wallonischen Regionalrat durch die Regierung übermittelt.

§ 5. Jegliche ausdrückliche Auflösungsklausel im Geschäftsführungsvertrag gilt als nichtig.

Artikel 1184 des Zivilgesetzbuches findet keine Anwendung auf den Geschäftsführungsvertrag. Die Partei, gegenüber welcher eine im Geschäftsführungsvertrag stehende Verpflichtung nicht eingehalten wird, kann lediglich die Einhaltung der Verpflichtung fordern und, gegebenenfalls, auf Schadenersatz klagen, dies unbeschadet der Auferlegung jeglicher im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Sonderstrafmaßnahmen.

Die im Falle der Nichteinhaltung durch eine Partei ihrer auf dem Geschäftsführungsvertrag beruhenden Verpflichtungen entstehenden Strafmaßnahmen werden wie folgt vorgenommen: wenn die im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Verpflichtungen durch die eine oder andere Partei nicht eingehalten werden, beraten diese miteinander über die

zu treffenden Verbesserungsmaßnahmen und setzen das Datum der nächsten Bewertung fest.

Wenn zu diesem Zeitpunkt festgestellt wird, dass diese Maßnahmen ergebnislos sind, kann die Partei, gegenüber welcher eine Verpflichtung nicht eingehalten worden ist, die Strafmaßnahmen aktivieren, die im Geschäftsführungsvertrag bestimmt worden sind.

Die Gesellschaft wird weder Gegenstand einer im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Strafmaßnahme sein können noch zur Zahlung von Schadenersatz wegen der Nichteinhaltung ihrer Aufgaben gezwungen werden können, wenn diese die Folge der Säumigkeit der Region oder einer Einrichtung, die durch die Region anvertraute Aufgaben durchführt, oder auch des Zufalls oder eines Falls höherer Gewalt ist.

§ 6. Auf keinen Fall kann der Geschäftsführungsvertrag die Rechte, über die Dritte aufgrund der Durchführung des besagten Vertrags verfügen, beeinträchtigen.

Abschnitt 2 — Abschluss, Genehmigung, Ende und Erneuerung

Art. 10 - Bei der Verhandlung des Geschäftsführungsvertrags wird die Gesellschaft von ihrem Vorsitzenden und ihrem Generaldirektor vertreten.

Der Geschäftsführungsvertrag unterliegt der Zustimmung des mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen beschließenden Verwaltungsrates und der Zustimmung der Regierung.

Er tritt erst vorbehaltlich seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft. Er wird vor seinem Inkrafttreten dem Wallonischen Regionalrat durch die Regierung übermittelt.

Art. 11 - § 1. Der Geschäftsführungsvertrag wird für einen Zeitraum von fünf Jahren abgeschlossen.

Jede Partei kann zu jeder Zeit Abänderungen vorschlagen. Die Abänderung erfolgt gemäß Artikel 10.

Der Geschäftsführungsvertrag wird nach drei Jahren bewertet.

§ 2. Spätestens sechs Monate vor dem Ablauf eines Geschäftsführungsvertrags legt die Gesellschaft der Regierung ein Projekt über einen neuen Geschäftsführungsvertrag vor.

Wenn bei Ablauf des Geschäftsführungsvertrags kein neuer Geschäftsführungsvertrag in Kraft getreten ist, wird der laufende Geschäftsführungsvertrag von Rechts wegen für ein Jahr verlängert. An Ende der Verlängerungszeit verabschiedet die Regierung für ein Jahr einen Geschäftsführungsplan, der nur einmal erneuert werden kann.

KAPITEL IV — *Autonomie*

Art. 12 - Die Gesellschaft ist frei, alle mit ihrem Gesellschaftszweck vereinbaren Tätigkeiten innerhalb der Grenzen des vorliegenden Dekrets zu entwickeln.

Die Gesellschaft entscheidet innerhalb der Grenzen ihres Gesellschaftszwecks über den Erwerb, die Verwendung und die Veräußerung ihrer materiellen und immateriellen Güter, über die Gründung oder die Streichung dinglicher Rechte auf diese Güter sowie über die Durchführung solcher Entscheidungen.

Art. 13 - Unbeschadet des Artikels 9, § 2 2° des vorliegenden Dekrets bestimmt die Gesellschaft die Tarife und Tarifstrukturen für die durch sie geleisteten Tätigkeiten, dies unter Einhaltung der Gesetzgebung in Sachen Preisfestsetzung.

Art. 14 - Die Gesellschaft kann vorbehaltlich der vorherigen Genehmigung der Regierung unbewegliche Güter oder Rechte im öffentlichen Interesse enteignen.

Der Verwaltungsrat entscheidet darüber, welche der auf gutlichem Wege erworbenen Immobilien im öffentlichen Interesse erworben werden.

Art. 15 - Die Gesellschaft darf aus eigener Initiative alle mit ihrer Aufgabe verbundenen Arbeiten auf oder unter den Plätzen, Straßen, Pfaden, Wasserläufen und Kanälen, die dem öffentlichen Eigentum des Staates, der Region, der Provinzen und der Gemeinden angehören, verrichten, dies gemäß den im Gesetz vom 17. Januar 1938 zur Regelung der Benutzung der öffentlichen Güter des Staates, der Provinzen und der Gemeinden durch die öffentlichen Behörden, die Gemeindevereinigungen und die Konzessionäre von öffentlichen Diensten oder Diensten öffentlicher Nutzbarkeit für die Einrichtung und den Unterhalt von Leitungen und insbesondere von Wasser- und Gasleitungen vorgesehenen Modalitäten.

Art. 16 - Die Regierung wird der Gesellschaft unter durch die erstgenannte zu bestimmenden Bedingungen erlauben:

1° einer Gemeinde oder einer Interkommunale die Gesamtheit oder einen Teil eines ihrer Wasserversorgungsdienste abzutreten;

2° die Betreibung einer ihrer Dienststellen auf Vorschlag der Mehrheit der gemeindlichen Teilhaber, die gezeichnete Gesellschaftsanteile dieser Dienststelle besitzen, einzustellen, insofern diese außerdem die Mehrheit vom Kapital der betroffenen Dienststelle halten.

Im Falle einer teilweisen bzw. vollständigen Veräußerung oder einer Einstellung des Betriebs einer Dienststelle gehören die Teilhaber, die Inhaber von Gesellschaftsanteilen dieser Dienststelle sind, der Gesellschaft nicht mehr an, es sei denn sie sind Inhaber von mit anderen Dienststellen verbundenen Anteilen.

Die Auflösung des Gesellschaftsvermögens der veräußerten bzw. aufgegebenen Dienststelle wird vorgenommen werden.

Falls die Grundlagen für die Verteilung dieses Vermögens zum Zeitpunkt der Gründung der Dienststelle nicht festgesetzt worden sind, wird der Verwaltungsrat nach Begutachtung durch den beratenden Ausschuss der betroffenen Dienststelle den Betrag des jedem der Teilhaber zurückzuerstattenden Anteils festsetzen, dies unbeschadet jeglicher Entschädigung bzw. jeglichen Schadenersatzes, die der Gesellschaft geschuldet wären.

Art. 17 - § 1. Die Gesellschaft befindet innerhalb der Grenzen ihres Gesellschaftszwecks und, gegebenenfalls, gemäß den Bestimmungen ihres Geschäftsführungsvertrags bezüglich der finanziellen Struktur über den Ausmaß, die Techniken und die Bedingungen für ihre Fremdfinanzierung.

§ 2. Die Gesellschaft befindet unter Einhaltung der eventuell im Geschäftsführungsvertrag festgehaltenen Bestimmungen über das Anlegen ihrer verfügbaren Gelder.

Art. 18 - § 1. Die Gesellschaft kann sich direkt oder indirekt an belgischen oder ausländischen Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen öffentlichen oder privaten Rechts beteiligen, deren Gesellschaftszweck mit ihrem eigenen Gesellschaftszweck verbunden ist.

§ 2. Der Verwaltungsrat befindet mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen über jeglichen Beteiligungserwerb.

§ 3. Wenn die Gesellschaft beschließt, in § 1 erwähnte Beteiligungen zu nehmen oder zu veräußern, informiert sie die Regierung darüber. Diese verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Zeitpunkt, zu welchem ihr diese Entscheidung mitgeteilt worden ist, um jegliche Bemerkung, die sie für zweckmäßig hält, zu äußern oder um eventuell Einspruch dagegen zu erheben.

§ 4. Die Vertreter der Gesellschaft in den Gesellschaften, an denen die S.W.D.E beteiligt ist, werden durch den Verwaltungsrat unter den Verwaltungsratsmitgliedern, dem Generaldirektor, den stellvertretenden Generaldirektoren und den Personalmitgliedern der Gesellschaft bezeichnet.

KAPITEL V — *Generalversammlung*

Art. 19 - Die Generalversammlung übt die Befugnisse aus, die ihr im vorliegenden Dekret, im Gesetz und in den Satzungen ausdrücklich vorbehalten sind.

Die Vertreter der Teilhaber verfügen bei der Generalversammlung über ein Stimmrecht, das der Anzahl der gezeichneten Gesellschaftsanteile, die sie halten, entspricht, mit Ausnahme der ausdrücklichen, in dem vorliegenden Dekret, im Gesetz und in den Satzungen vorgesehenen Bestimmungen.

KAPITEL VI — *Verwaltung**Abschnitt 1 — Der Verwaltungsrat*

Art. 20 - § 1. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet.

§ 2. Der Verwaltungsrat ist dazu befugt, alle für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft notwendigen oder nützlichen Handlungen zu verrichten, mit Ausnahme derjenigen, die laut dem Gesetz, den Satzungen oder dem Dekret der Generalversammlung vorbehalten sind.

§ 3. Der Verwaltungsrat kontrolliert die tägliche Führung, die durch den Vorstand, der regelmäßig bei dem Verwaltungsrat Bericht erstattet, gewährleistet wird. Der Verwaltungsrat oder sein Vorsitzender kann zu jeder Zeit den Vorstand um einen Bericht über die Tätigkeiten der Gesellschaft oder über bestimmte dieser Tätigkeiten bitten.

§ 4 Der Verwaltungsrat kann alle seine Befugnisse oder einen Teil davon auf den Vorstand übertragen, dies mit Ausnahme der folgenden Befugnisse:

1° die Bestimmung der allgemeinen Politik der Gesellschaft;

2° alle Befugnisse, die laut dem Gesetz, dem Dekret oder den Satzungen ausdrücklich dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

In jeder Übertragungsurkunde werden die durch diese Übertragung betroffenen Befugnisse eindeutig genannt.

Jegliche Übertragung von Befugnissen darf nicht länger als ein Jahr dauern und kann erneuert werden.

Art. 21 - § 1. Der Verwaltungsrat umfasst 17 Mitglieder, darunter einen Vorsitzenden und zwei stellvertretende Vorsitzende.

Die Generalversammlung regelt alles, was die Zuständigkeiten und die Bezüge des Vorsitzenden, der zwei stellvertretenden Vorsitzenden und der Verwaltungsratsmitglieder betrifft.

Neun Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Generalversammlung gewählt. Acht Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Regierung ernannt, wobei zwei von ihnen durch die S.P.G.E. vorgeschlagen werden.

§ 2. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden für ein erneuerbares Mandat von sechs Jahren bezeichnet.

Die Erneuerung des Rates erfolgt bei der ersten ordentlichen Generalversammlung, die nach den Provinz- und Stadtratswahlen stattfindet.

Wenn eine Stelle als durch die Generalversammlung zu ernennendes Verwaltungsratsmitglied frei wird, haben die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder gemäß der in § 6, Absatz 3 bestimmten Proportionalregel das Recht, die Stelle vorläufig zu besetzen, bis eine endgültige Ernennung durch die nächste Generalversammlung stattfindet.

§ 4. Die Regierung ernennt den Vorsitzenden des Verwaltungsrates. Der erste stellvertretende Vorsitzende und der zweite stellvertretende Vorsitzende werden durch den Verwaltungsrat unter seinen Vertretern bezeichnet. Mindestens eine dieser drei Funktionen ist einem der durch die Generalversammlung ernannten Mitglieder vorbehalten. In den Satzungen werden die Regeln bezüglich ihrer jeweiligen Zuständigkeiten festgesetzt.

§ 5. Bei Stimmgleichheit innerhalb des Verwaltungsrates ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Zu jeder Zeit kann der Vorsitzende die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und alle Geschäftsbücher der Gesellschaft an Ort und Stelle einsehen. Er kann alle Erklärungen und Auskünfte von dem Vorstand und den Bediensteten der Gesellschaft anfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die er bei der Durchführung seines Mandats als notwendig betrachtet.

§ 6. Die durch die Generalversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder müssen die Eigenschaft eines Bürgermeisters, eines Schöffen oder eines Gemeinderatsmitglieds einer angeschlossenen Gemeinde besitzen.

Das durch die Generalversammlung gewählte Verwaltungsratsmitglied, das Mitglied eines Gemeinderats oder Bürgermeister ist, und das diese Eigenschaft verlieren würde, gilt als von Rechts wegen rücktretend.

Die durch die Generalversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder werden verhältnismäßig zu der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden bezeichnet, wobei die etwaigen freiwilligen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenschlusserklärungen berücksichtigt werden. Für die Berechnung dieser Proportionalvertretung wird die Bedeutung eines jeden gemeindlichen Teilhabers im Verhältnis zu der Anzahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile gewichtet.

§ 7. Der Verwaltungsrat kann einen oder mehrere Beobachter zuziehen, die den Versammlungen mit beratender Stimme beiwohnen.

§ 8. Nur wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend bzw. vertreten ist, darf der Verwaltungsrat beraten und entscheiden. Außer bei den in den Satzungen, dem Gesetzbuch über die Gesellschaften und dem vorliegenden Dekret erwähnten Ausnahmen werden die Beschlüsse mit Stimmenmehrheit gefasst.

Abschnitt 2 — Das Mandat des Verwalters

Art. 22 - § 1. Unbeschadet der anderen in bzw. gemäß einem Gesetz, einem Dekret oder in den Satzungen der Gesellschaft vorgesehenen Einschränkungen ist das Mandat des Verwalters unvereinbar mit:

1° der Eigenschaft als Mitglied einer Regierung;

2° der Eigenschaft als Gouverneur einer Provinz;

3° der Eigenschaft als Mitglied des Vorstands;

4° der Eigenschaft als Mitglied des Personals oder als Pensionierter der Gesellschaft.

§ 2. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied Inhaber einer der in § 1 erwähnten Eigenschaften wird, muss es von den besagten Mandaten oder Funktionen innerhalb einer dreimonatigen Frist zurücktreten. Wenn es dies nicht tut, wird bei Ablauf dieser Frist davon ausgegangen, dass es von Rechts wegen von seinem Mandat bei der Gesellschaft zurückgetreten ist.

Das Mandat des Verwaltungsratsmitglieds endet von Rechts wegen am fünfundsechzigsten Geburtstag der betroffenen Person.

Abschnitt 3 — Der Vorstand

Art. 23 - Der Vorstand setzt sich aus einem Generaldirektor, der den Vorsitz führt, und zwei stellvertretenden Generaldirektoren zusammen.

Er wird mit der täglichen Führung und der Vertretung der Gesellschaft sowie mit der Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrates beauftragt.

Die Vorstandsmitglieder wohnen den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei.

Art. 24 - Die Regierung ernennt die Vorstandsmitglieder für ein erneuerbares sechsjähriges Mandat.

Falls ein Mitglied bei seiner Ernennung älter als neunundfünfzig Jahre ist, reduziert die Regierung die Dauer seines Mandats so, dass sein Ende mit dem fünfundsechzigsten Geburtstag dieses Mitglieds übereinstimmt.

Die Vorstandsmitglieder können nur durch die Regierung entlassen werden:

1° entweder auf Vorschlag des Verwaltungsrates;

2° oder auf Initiative der Regierung, nach Begutachtung durch den Verwaltungsrat.

Art. 25 - § 1. Die gegenseitigen Rechte und Verpflichtungen, einschließlich der Entlohnung, der Vorstandsmitglieder einerseits und der Gesellschaft andererseits werden durch eine Sondervereinbarung zwischen den betroffenen Parteien geregelt. Beim Abschluss dieser Vereinbarung wird die Gesellschaft durch den Verwaltungsrat vertreten.

Diese Vereinbarung sieht besondere Bestimmungen vor, die bei Nichterneuerung des Mandats oder bei Entlassung die finanzielle und soziale Lage der Vorstandsmitglieder sichern sollen, die von ihrer Stelle hätten zurücktreten müssen oder eine Tätigkeit als Selbstständiger hätten aufgeben müssen, um ihr Mandat bei der S.W.D.E. auszuüben.

Die Vorstandsmitglieder, die zum Zeitpunkt ihrer Ernennung bei der Gesellschaft oder jeglicher anderen von der Region abhängenden Person öffentlichen Rechts in einem statutarischen Arbeitsverhältnis tätig sind, werden von Amts wegen für die Dauer des Mandats aufgrund eines Auftrags im Interesse der Öffentlichkeit beurlaubt.

§ 2. Die Entlohnung der Personen, die dem Vorstand angehören, geht zu Lasten der Gesellschaft.

*Abschnitt 4 — Die Dienststellen, beratenden Ausschüsse und Gebietsausschüsse**Unterabschnitt 1 — Die Dienststellen*

Art. 26 - Die Organisation der Gesellschaft beruht auf Gewinnungs- und Verteilungsdienststellen.

Die Aufgabe als öffentliche Dienststelle zur Gewinnung von Wasser wird im Rahmen einer Produktionsdienststelle gewährleistet. Diese umfasst die zur Verwirklichung dieser Aufgabe notwendigen Infrastrukturen. Sie ist Gegenstand eines getrennten Kontos in der analytischen Betriebsbuchführung.

Die Aufgabe als öffentliche Dienststelle zur Verteilung von Wasser wird im Rahmen der Verteilungsdienststellen gewährleistet. Jede Verteilungsdienststelle umfasst die zur Verwirklichung dieser Aufgabe auf dem Gebiet der Gemeinden dieser Dienststelle notwendigen Infrastrukturen und ist Gegenstand eines getrennten Kontos in der analytischen Betriebsbuchführung.

Unterabschnitt 2 — Die beratenden Ausschüsse

Art. 27 - Für jede in Betrieb befindliche Dienststelle besteht ein beratender Ausschuss.

Die kommunalen und interkommunalen Teilhaber der Gewinnungsdienststelle und die S.P.G.E. bilden deren beratenden Ausschuss.

Die Teilhaber einer jeden Verteilungsdienststelle, mit Ausnahme der Region, der S.P.G.E. und der Provinzen bilden deren beratenden Ausschuss.

Der Vorsitz von jedem beratenden Ausschuss wird von einem Mitglied des Verwaltungsrates, das durch diesen bezeichnet wird, übernommen.

Der Verwaltungsrat setzt die Regeln für die Arbeitsweise der beratenden Ausschüsse vorbehaltlich der Genehmigung durch die Generalversammlung fest.

Jeder Ausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr zusammen und prüft den Jahresabschluss bei einer dieser Versammlungen.

Jeder Teilhaber verfügt über eine Stimme in den beratenden Ausschüssen, zu denen er gehört.

Art. 28 - Folgendes muss unbedingt den beratenden Ausschüssen zur Begutachtung vorgelegt werden:

1° jedes Projekt in Bezug auf die Fusion einer Dienststelle mit einer oder mehreren anderen

Dienststellen;

2° jedes Projekt in Bezug auf eine Tarifänderung für den Wasserverkauf;

3° jedes Projekt in Bezug auf die Ausweitung, den Abbau oder die Änderung der

Dienststelle

4° jeder Vorschlag in Bezug auf die Aufnahme eines neuen Mitglieds, das eventuell zur

Dienststelle gehören würde;

5° jedes Rücktrittsgesuch oder jeder Vorschlag in Bezug auf den Ausschluss eines

Teilhabers, der zur Dienststelle gehört;

6° jedes Projekt in Bezug auf die teilweise oder vollständige Veräußerung einer

Verteilungsdienststelle an eine Gemeinde oder eine Interkommunale;

7° jedes Programm für Arbeiten in Zusammenhang mit der Dienststelle.

Unterabschnitt 3 — Die Gebietsausschüsse

Art. 29 - Es werden Gebietsausschüsse gegründet, die die Verteilungsdienststellen je nach Zwischeneinzugsgebiet umfassen. Jeder Gebietsausschuss tritt mindestens einmal im Jahr zusammen.

Durch einstimmigen Beschluss eines beratenden Ausschusses können seine Zuständigkeiten dem betroffenen Gebietsausschuss übertragen werden.

Die Zusammensetzung und die Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise der Gebietsausschüsse beziehen, werden durch den Verwaltungsrat bestimmt.

Art. 30 - Die durch die Gesellschaft im Rahmen einer integrierten Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs und der Verbesserung der Wasserqualität auszuführenden Aktionsprojekte unterliegen unbedingt der Begutachtung durch die Gebietsausschüsse.

Art. 31 - Der Verwaltungsrat wird mindestens einmal im Jahr auf die Vorsitzenden der Gebietsausschüsse erweitert.

Bei dieser Versammlung wird über die strategischen Zielsetzungen der Gesellschaft berichtet.

KAPITEL VII — *Verwaltungsaufsicht und Kontrolle**Abschnitt 1 — Verwaltungsaufsicht*

Art. 32 - § 1. Die Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Regierung. Was die Aufgaben als öffentliche Dienststelle betrifft, wird diese Kontrolle von zwei Regierungskommissaren ausgeübt, die durch die Regierung ernannt und entlassen werden.

Die Regierung regelt die Durchführung der Aufgaben der Kommissare.

§ 2. Die Regierungskommissare, die individuell bzw. gemeinsam handeln, sorgen für die Beachtung des Gesetzes, des Dekrets, der Satzungen der Gesellschaft, des Geschäftsführungsvertrags und, gegebenenfalls, des vorläufigen Geschäftsführungsplans.

§ 3. Die Regierungskommissare werden zu allen Versammlungen des Verwaltungsrates eingeladen. Bei der Durchführung ihrer Aufgabe verfügen sie über die weitgehendsten Befugnisse.

§ 4. Die Regierungskommissare können innerhalb einer Frist von vier vollen Tagen einen Einspruch bei der Regierung gegen jeglichen Beschluss erheben, den sie als im Gegensatz zum Gesetz, zum Dekret, zu den Satzungen, zu dem Geschäftsführungsvertrag oder, gegebenenfalls, zu dem vorläufigen Geschäftsführungsplan betrachten.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, bei welcher der Beschluss gefasst worden ist, insofern die Regierungskommissare ordnungsgemäß geladen worden sind, und, wenn dies nicht der Fall ist, ab dem Tag, an dem sie ihn zur Kenntnis genommen haben. Dieser Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Wenn die Regierung innerhalb einer Frist von zwanzig vollen Tagen, die am selben Tag wie die im ersten Absatz erwähnte Frist anfängt, die Nichtigkeit nicht erklärt hat, wird der Beschluss endgültig.

Die Regierung stellt die Nichtigkeitserklärung dem Geschäftsführungsorgan zu.

Art. 33 - Wenn die Beachtung des Gesetzes, des Dekrets, der Satzungen oder des Geschäftsführungsvertrags es erforderlich macht, kann die Regierung den Verwaltungsrat durch die Vermittlung eines Regierungskommissars auffordern, über jegliche von ihr bestimmte Angelegenheit innerhalb der von ihr festgesetzten Frist zu beraten.

Abschnitt 2 — Kontrolle der Bücher

Art. 34 - § 1. Die Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Richtigkeit der in dem Jahresabschluss festzustellenden Buchungen in Bezug auf die Vorschriften und die Satzungen wird einem aus drei Mitgliedern bestehenden Kollegium der Rechnungsprüfer anvertraut.

Ihre Beratungen erfolgen auf kollegiale Weise.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Regierung und der Generalversammlung mitgeteilt.

Der Vorsitzende des Kollegiums wird durch die Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften bezeichnet. Er besitzt die Eigenschaft eines Kommissar-Revisors.

Die anderen zwei Mitglieder werden durch die Regierung ernannt.

Die Kommissare werden für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren ernannt.

Während ihres Mandats können sie nur aus berechtigten schwerwiegenden Gründen entlassen werden. Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt ihre Aufgabe, ihre Aktionsmittel, ihr Statut und ihre Bezüge, mit Ausnahme der in § 2 erwähnten Bezüge.

§ 2. Die Generalversammlung bestimmt die Entlohnung des Kommissar-Revisors. Diese Entlohnung geht zu Lasten der Gesellschaft.

KAPITEL VIII — *Buchführung und Jahresabschluss*

Art. 35 - § 1. Die Buchführung der Gesellschaft richtet sich nach dem Kalenderjahr. Die Gesellschaft erarbeitet ein getrenntes Kontensystem für die mit ihren Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Tätigkeiten einerseits und für ihre anderen Tätigkeiten andererseits.

Die Regeln für die Verteilung des Ergebnisses werden in den Satzungen festgesetzt. Diese Regeln werden insbesondere die Anzahl der Anschlüsse und die schonende Bewirtschaftung des Wassers berücksichtigen. Die Region, die S.P.G.E. und die Provinzen werden nicht an der Verteilung des durch die mit den Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Tätigkeiten erwirtschafteten Ergebnisses beteiligt.

Die Anlage zum Jahresabschluss enthält eine Auflistung der mit den Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Rechnungen und einen Kommentar dazu. Die Regierung kann Regeln bezüglich der Form und des Inhalts dieser Auflistung und dieses Kommentars verabschieden.

§ 2. Der Verwaltungsrat übermittelt der Regierung den Jahresabschluss zusammen mit dem Rechenschaftsbericht, dem Bericht des Kommissar-Revisors und dem Bericht des Kollegiums der Kommissare vor dem 30. Juni des auf das betroffene Geschäftsjahr folgenden Jahres.

Vor dem 31. Juli des auf das betroffene Geschäftsjahr folgenden Jahres übermittelt die Regierung die im ersten Absatz erwähnten Unterlagen dem Wallonischen Regionalrat.

Art. 36 - Parallel zu ihrer allgemeinen Buchhaltung führt die Gesellschaft eine analytische Betriebsbuchführung und eine Haushaltsbuchführung.

KAPITEL IX — *Gesellschaftskapital*

Art. 37 - Das Gesellschaftskapital besteht aus drei Anteiltypen:

- die Grundkapitalanteile;
- die Anteile, die Beteiligungen am Kapital der Gewinnungsdienststelle und der Verteilungsdienststellen darstellen; diese Anteile können durch die Region, die S.P.G.E., die Provinzen, die Interkommunalen, die Gemeinden und die Personen öffentlichen oder privaten Rechts gezeichnet werden;
- die Anteile, die der Verwaltungsrat aufgrund spezifischer mit dem Gesellschaftszweck verbundener Tätigkeiten ausgeben darf.

Die gemeindlichen Aktionäre stellen zu jeder Zeit mindestens 50 % des Kapitals plus ein Anteil dar.

Was auch immer das Einlageverhältnis zwischen den verschiedenen Parteien bei der Kapitalgründung ist, die Gemeinden verfügen immer über die Stimmenmehrheit in den verschiedenen Geschäftsführungsorganen der Gesellschaft, mit Ausnahme des Vorstands.

Die Grundkapitalanteile dürfen nicht veräußert werden. Die anderen Anteile eines Teilhabers, der eine Person öffentlichen Rechts ist, dürfen nur an einen anderen Teilhaber, der eine Person öffentlichen Rechts ist, veräußert werden.

Um Inhaber von Anteilen zu werden, müssen die Personen privaten Rechts vorher durch die Regierung dazu befugt werden.

KAPITEL X — *Personal*

Art. 38 - Der Verwaltungsrat verabschiedet auf Vorschlag des Vorstands:

- a) das Statut des Personals;
- b) die Arbeitsordnung.

KAPITEL XI — *Übergangsbestimmungen*

Art. 39 - Die Bauherrschaft über die Aufträge, die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb: E.R.P.E. des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region gewesen sind, und deren Liste in dem Jahresabschluss für das Geschäftsjahr 2000 steht, mit Ausnahme der Aufträge bezüglich der "Transhennuyère", wird ab dem 1. Januar 2001 der S.W.D.E. anvertraut.

Art. 40 - Die Bauherrschaft über die Aufträge bezüglich der "Transhennuyère", die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb E.R.P.E. » des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region gewesen sind, und deren Liste in den Büchern der E.R.P.E. für das Geschäftsjahr steht, wird ab dem 1. Januar 2001 der S.W.D.E. anvertraut.

Sobald die Gesamtheit der der "Transhennuyère" angehörenden Güter funktionsfähig ist, vertraut die Regierung deren Geschäftsführung vereinbarungsgemäß der Gesellschaft an. Die Vereinbarung regelt die Modalitäten dieser Geschäftsführung sowie die Beteiligung der Benutzer, deren Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region ist, an deren Geschäftsführung.

Art. 41 - Das Eigentumsrecht an den Gütern, die zur Tätigkeit der am 31. Dezember 2000 der Region gehörenden « *Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau* » (Regionales Unternehmen für Wassergewinnung und -zuleitung) bestimmt sind, und deren Liste durch die Wallonische Regierung festgesetzt wird, wird der S.P.G.E. übertragen.

Die Übertragung kann von Rechts wegen ohne weitere Formalitäten Dritten entgegengehalten werden, sobald der die Liste der Güter festsetzende Erlass der Wallonischen Regierung in Kraft getreten ist.

§ 2. Das Eigentumsrecht an den Gütern, die Gegenstand der Aufträge sind, für welche eine Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb: E.R.P.E. » des allgemeinen Ausgabenhaushalts der Wallonischen Region beschlossen worden ist und deren Liste in dem Jahresabschluss der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" für das Geschäftsjahr 2000 steht, mit Ausnahme der der "Transhennuyère" angehörenden Güter, wird automatisch der S.P.G.E. übertragen, sobald die vorläufige Abnahme von dem Bauherrn gewährt worden ist.

Die Übertragung der betroffenen Güter kann von Rechts wegen ohne weitere Formalitäten Dritten entgegengehalten werden.

§ 3. Die S.P.G.E. übernimmt die Rechte und Pflichten der Region bezüglich der gemäß dem vorliegenden Artikel übertragenen Güter, einschließlich der Rechte und Pflichten, die sich aus laufenden oder zukünftigen Gerichtsverfahren ergeben.

Im Falle eines Rechtsstreites bezüglich der Gesamtheit oder eines Teils der übertragenen Güter, deren Eigentumsurkunden der S.P.G.E. nicht übermittelt worden sind, tritt die Region dem Verfahren als Bürgschaft zugunsten der S.P.G.E. bei.

Die Region haftet alleine für die Verpflichtungen, deren Zahlung oder Durchführung vor der Eigentumsübertragung fällig war, mit Ausnahme der Finanzierung der Aufträge, die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb: ERPE" des allgemeinen Ausgabenhaushalts der Wallonischen Region sind, die der Gesellschaft übertragen wurde und abgesichert ist durch bestehende Werte, die im Rücklagenfonds in den Büchern der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" beim Abschluss deren Auflösung identifiziert sind. Nach dieser Zahlung werden die verbleibenden Werte der Wallonischen Region gemäß den durch die Regierung festgesetzten Modalitäten zurückgeführt. Falls dieser Saldo negativ ist, erstattet die Wallonische Region der S.W.D.E. die festgestellten Ausgaben gegen Vorlage von Belegen zurück.

§ 4. Die Region übermittelt schnellstmöglich die Urkunden und Unterlagen, einschließlich der Katasterheberollen- und Katasterplanauszüge, in denen die Rechte, Belastungen und Verpflichtungen bezüglich der eingebrachten Güter angegeben werden.

Das Verzeichnis dieser Urkunden und Unterlagen wird sobald wie möglich erstellt. Es wird vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, und vom Minister des Haushalts sowie vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates der S.P.G.E. unterzeichnet.

§ 5. Die S.P.G.E. bringt den Nießbrauch an den in den Paragraphen 1 und 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Gütern in die Gesellschaft ein.

Ein Vereinbarungsprotokoll zwischen der Gesellschaft und der S.P.G.E. regelt die Bedingungen bezüglich der Einbringung des Nießbrauchs an den Gütern in die Gesellschaft, bezüglich der Ausübung des Nießbrauchsrechts sowie der Beteiligung der Benutzer dieser Güter an deren Verwaltung.

Art. 42 - Der erste in Artikel 10 vorgesehene Geschäftsführungsvertrag wird spätestens am 31. Dezember 2001 abgeschlossen.

Wenn kein Geschäftsführungsvertrag nach Ablauf dieser Frist in Kraft getreten ist, kann die Regierung einen vorläufigen Geschäftsführungsplan verabschieden, dessen Inhalt dem des Geschäftsführungsvertrags entspricht.

Art. 43 - Der erste Geschäftsführungsvertrag endet am 31. Dezember 2005.

Art. 44 - Eine außerordentliche Generalversammlung wird spätestens am 31. Mai 2001 einberufen, um die Satzungen der Gesellschaft an die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets anzupassen.

Während der ersten Generalversammlung nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets wird der Verwaltungsrat gewählt.

Art. 45 - Die Gesellschaft verfügt über das gleiche steuerliche Statut wie das Statut, über welches die "Société nationale des Distributions d'Eau" und die "Société wallonne des Distributions d'Eau" verfügten.

KAPITEL XII — *Aufhebungsbestimmungen*

Art. 46 - In Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, wird der Wortlaut "Société wallonne des Distributions d'Eau" gestrichen.

Art. 47 - Das Dekret von 23. April 1986 zur Gründung einer "Société wallonne des Distributions d'Eau", abgeändert durch die Dekrete vom 5. November 1987 und vom 25. Juli 1991 wird aufgehoben, mit Ausnahme des Artikels 1 § 1.

Art. 48 - Das Dekret vom 2. Juli 1987, das die Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen in eine "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" umwandelt, abgeändert durch die Dekrete vom 25. Juli und vom 15. April 1999, wird aufgehoben.

Art. 49 - Artikel 17, Absatz 2 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" wird aufgehoben.

KAPITEL XIII — *Übergangsmaßnahmen*

Art. 50 - Innerhalb von drei Monaten nach der Verabschiedung durch den Verwaltungsrat des in Artikel 38 erwähnten Statuts wird ein Verfahren zur freiwilligen Übertragung an die Gesellschaft der Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region, die der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" zugewiesen werden, eingeleitet.

Die Modalitäten dieser Übertragung werden im Sektorenausschuss ausgehandelt werden und die folgenden Grundsätze vorsehen:

1° die Beamten werden in ihrem Dienstgrad oder einem gleichwertigen Dienstgrad und in ihrer Eigenschaft übertragen. Sie behalten mindestens die finanziellen Rechte und das Dienstalter, die sie hatten oder gehabt hätten, wenn sie die Funktion, von der sie zum Zeitpunkt ihrer Übertragung Inhaber waren, in ihrer ursprünglichen Dienststelle weiter ausgeübt hätten.

Die übertragenen Beamten unterliegen von Amts wegen den Rechten und Pflichten, die mit dem Statut des Personals der Gesellschaft verbunden sind;

2° Das Verfahren zum Aufruf an die Bewerber um eine Übertragung wird innerhalb einer dreimonatigen Frist erfolgen müssen, und der namentliche Erlass bezüglich der Übertragung wird innerhalb der folgenden drei Monate wirksam werden.

Art. 51 - Der Generaldirektor und der stellvertretende Generaldirektor, die bei der "Société wallonne des Distributions d'Eau" zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets amtieren, sind von Rechts wegen Vorsitzender und Mitglied des Vorstands. Das dritte Mitglied des Vorstands wird durch die Regierung unter den Generalbeamten der "Société wallonne des Distributions d'Eau" ausgewählt.

Ihre Rechte und Pflichten und diejenigen der Gesellschaft werden gemäß den in Artikel 25 des vorliegenden Dekrets erwähnten Modalitäten geregelt.

Sie treten ihr Amt am ersten Tag nach der Einsetzung des ersten, gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets ernannten Verwaltungsrates an.

Art. 52 - Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets amtierenden Bediensteten der "Société wallonne des Distributions d'Eau" bleiben Bedienstete der "Société wallonne des eaux". Sie behalten die gleichen Vorteile wie sie zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets genossen.

Art. 53 - Solange sie nicht gemäß Artikel 4 des vorliegenden Dekrets abgeändert worden sind, kommen die jetzigen Satzungen der "Société wallonne des Distributions d'Eau" weiterhin zur Anwendung, insofern sie nicht mit den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unvereinbar sind.

KAPITEL XIV — *Inkrafttreten*

Art. 54 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 7. März 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens,
der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Note

(1) *Sitzung 2000-2001.*

Unterlagen des Rates — 171 (2000-2001) Nr. 1 bis 12

Ausführliches Sitzungsprotokoll — Öffentliche Sitzung vom 21. Februar 2001. Diskussion – Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 764

[C – 2001/27157]

7 MAART 2001. — Decreet houdende hervorming van de "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Waalse Watervoorzieningsmaatschappij) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. De "Société wallonne des Distributions d'Eau" ingesteld bij artikel 1, § 1, van het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een "Société wallonne des Distributions d'Eau" heet voortaan "Société wallonne des Eaux" (afgekort "S.W.D.E.") (Waalse Watermaatschappij). Ze is een publiekrechtelijke rechtspersoon, opgericht in de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid. Ze wordt hierna "de Maatschappij" genoemd.

Ze heeft geen commercieel doel.

Haar maatschappelijke en administratieve zetel is gevestigd te Verviers.

Art. 2. Het Waalse Gewest, de "Société publique de gestion de l'eau" (S.P.G.E.) (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer), de provincies, gemeenten, intercommunales en publiek- of privaatrechtelijke personen maken deel uit van de Maatschappij, al naar gelang de voorwaarden waarin haar statuten voorzien.

Art. 3. De wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, gelden ook voor de Maatschappij voor zover het decreet er niet van afwijkt op grond van haar publieke karakter.

De vennoten mogen zich slechts afzonderlijk en ten belope van een bepaalde som verbinden.

De Maatschappij is niet onderworpen aan de bepalingen van de Faillissementswet van 8 augustus 1997, noch aan de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord.

Wat betreft de oprichting van de Maatschappij en de aansprakelijkheid van de oprichters, wordt afgeweken van de artikelen 66, 401, 405 en 424 van het Wetboek van de vennootschappen.

Wat de inbrengen betreft, wordt afgeweken van de artikelen 395, 398, en 399 van hetzelfde Wetboek.

Wat de kapitaalverhoging betreft, wordt afgeweken van de artikelen 422 en 423 van hetzelfde Wetboek.

Wat betreft de door de Maatschappij aangegane leningen, wordt afgeweken van artikel 430 van hetzelfde Wetboek.

Wat betreft de toetreding, de uittreding en de uitsluiting van de vennoten, wordt afgeweken van de artikelen 366 tot en met 376 van hetzelfde Wetboek.

Wat de verplichtingen van de vennoten betreft, wordt afgeweken van de artikelen 32 en 404 van hetzelfde Wetboek.

De Maatschappij geniet de vrijstelling van uitvoering voor de goederen die geheel of gedeeltelijk bestemd zijn voor de uitvoering van haar openbare opdrachten.

Art. 4. De statuten van de Maatschappij regelen haar werking. Ze moeten voldoen aan de bepalingen van dit decreet en aan de bepalingen die de handelsvennootschappen regelen.

De statuten worden aangenomen door de algemene vergadering van de vennoten, die bij tweederde meerderheid van de uitgedrukte stemmen beslist, en worden goedgekeurd door de Regering.

De algemene vergadering van de vennoten, die bij tweederde meerderheid beslist, mag wijzigingen aanbrengen in de statuten, onder voorbehoud van de goedkeuring van de Regering.

Art. 5. De Maatschappij wordt voor een onbepaalde duur opgericht. Haar ontbinding is slechts mogelijk op grond van een decreet waarin de modaliteiten van haar liquidatie en de toestand van de personeelsleden vastliggen.

Art. 6. Het ontslag van een publiekrechtelijke vennoot tijdens de activiteitsperiode van de Maatschappij wordt slechts toegestaan als tweederde van de leden van de algemene vergadering ermee instemt.

HOOFDSTUK II. — *Doel van de Maatschappij en openbare opdrachten*

Art. 7. De Maatschappij staat in voor :

- de waterproductie;
- de watervoorziening via leidingen;
- de bescherming van de grondwaterbronnen;
- elke handeling betreffende de waterkringloop.

Art. 8. De Maatschappij vervult haar openbare opdrachten uitsluitend op het grondgebied van het Waalse Gewest, met name :

- 1° de waterproductie;
- 2° de watervoorziening via leidingen;
- 3° de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water in het kader van de opdrachten die aan de « S.P.G.E. » worden toevertrouwd bij artikel 6, § 2, 2°, van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de gestion de l'eau »;
- 4° het nakomen van alle verplichtingen voortvloeiend uit wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende de waterkringloop;
- 5° het vervullen van elke opdracht die aan de verdelers toevertrouwd wordt in het kader van de reglementaire bepalingen betreffende de berekening, de heffing, de inning, de vrijstelling en de terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;
- 6° de dienstverleningen van sociale of humanitaire aard inzake de drinkwatervoorziening.

Om haar opdrachten te vervullen mag de Maatschappij de nodige infrastructuur kopen, bouwen, onderhouden, beheren en uitbaten. Onder infrastructuur wordt verstaan met name het geheel van de voorzieningen voor de winning, de aanvoer, de opslag (watertoren, reservoirs,...), de stuwing, het oppompen, de behandeling, de verdeling en de telling en hun accessoires, alsmede de terreinen waar ze gelegen zijn, met inbegrip van de innemingen van de ondergrond en de erfdienstbaarheden die de Maatschappij bezit.

De Maatschappij mag haar openbare opdrachten niet uitvoeren ten nadele van dienstverleners die dezelfde activiteit uitoefenen in het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK III. — *Beheerscontract*

Afdeling 1. — Definitie en inhoud

Art. 9. § 1. De Maatschappij vervult de haar toevertrouwde openbare opdrachten met inachtneming van de voorschriften, modaliteiten en doelstellingen die vastliggen in het beheerscontract dat ze met het Waalse Gewest gesloten heeft.

§ 2. Het beheerscontract wijst op de verplichtingen van de Maatschappij betreffende :

- 1° de modaliteiten voor de uitvoering van haar openbare opdrachten;
- 2° de vastlegging van de tarieven voor diensten verleend in het kader van haar openbare opdrachten;
- 3° de principes die de Maatschappij in acht moet nemen i.v.m. haar betrekkingen met de begunstigen van de openbare dienstverleningen;
- 4° haar financiële structuur;
- 5° de indicatoren die in het driemaandelijks situatie-overzicht moeten voorkomen, alsmede de termijnen waarbinnen het aan de Regering moet worden overgemaakt.

§ 3. Het beheerscontract wijst op de verplichtingen van het Gewest i.v.m. :

- 1° de algemene beschermingsmaatregelen betreffende de door de Maatschappij geëxploiteerde waterwinningen;
- 2° de behandeling of de bijsturing van de door de Maatschappij ingediende dossiers m.b.t. de aanvragen om een waterwinningsvergunning;
- 3° de controle op de toegang tot de alternatieve watervoorzieningsbronnen;
- 4° de toegang tot zijn databanken betreffende de watersector en zijn medewerking aan alle communicatiemiddelen en alle andere middelen die het beheer van die sector kunnen verbeteren;
- 5° de financiële verplichtingen voor specifieke of bijzondere opdrachten die het Gewest aan de Maatschappij toevertrouwt.

§ 4. Het beheerscontract bepaalt bovendien :

- 1° de sancties als een partij de verplichtingen niet nakomt waarin het voorziet;
- 2° de methode om het te evalueren.

De « S.W.D.E. » bezorgt de Regering jaarlijks uiterlijk 1 juli van het jaar na het boekjaar waarop het betrekking heeft, een evaluatierapport over de uitvoering van het beheerscontract.

Het jaarrapport wordt binnen de volgende maand door de Regering aan de Waalse Gewestraad overgemaakt.

§ 5. Elk uitdrukkelijk ontbindend beding in het beheerscontract wordt geacht ongeschreven te zijn. Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens welke een verbintenis van het beheerscontract niet wordt uitgevoerd, mag slechts de tenuitvoerlegging van de verbintenis vervolgen en in voorkomend geval schadevergoeding vorderen, onverminderd de toepassing van elke specifieke sanctie waarin het beheerscontract voorziet.

De sancties wegens niet-nakoming door een partij van de verplichtingen waarin het beheerscontract voorziet, worden geregeld als volgt : als de in het beheerscontract bedoelde verplichtingen niet worden nagekomen door een of andere partij, plegen de partijen overleg over de te nemen corrigerende maatregelen en leggen ze de datum van de volgende evaluatie vast.

Als op die datum blijkt dat de maatregelen geen resultaat hebben opgeleverd, mag de partij jegens welke een verplichting niet is nagekomen, de sancties activeren waarin het beheerscontract voorziet.

De Maatschappij mag niet bestraft worden met een sanctie waarin het beheerscontract voorziet, noch gehouden worden tot de betaling van schadevergoeding wegens het niet-vervullen van haar opdrachten, als die toestand te wijten is aan een tekortkoming van het Gewest of van een instelling die door het Gewest toevertrouwde opdrachten vervult, of aan toeval of overmacht.

§ 6. Het beheerscontract mag in geen geval nadelig zijn voor de rechten waarover derden beschikken wegens de uitvoering van het contract.

Afdeling 2. — Sluiting, goedkeuring, einde en hernieuwing

Art. 10. Bij de besprekingen over het beheerscontract wordt de Maatschappij vertegenwoordigd door haar voorzitter en haar directeur-generaal.

Het beheerscontract wordt onderworpen aan de goedkeuring van de raad van bestuur, die bij tweederde meerderheid van de uitgedrukte stemmen beslist, en aan de goedkeuring van de Regering.

Het treedt pas in werking als het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het wordt vóór zijn inwerkingtreding door de Regering aan de Waalse Gewestraad overgemaakt.

Art. 11. § 1. Het beheerscontract wordt gesloten voor vijf jaar. Elke partij kan steeds voorstellen indienen om het contract te wijzigen. De wijzigingen worden overeenkomstig artikel 10 aangebracht. Het beheerscontract wordt geëvalueerd na drie jaar.

§ 2. Uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van het beheerscontract legt de Maatschappij een ontwerp van een nieuw beheerscontract voor aan de Regering.

Het lopende beheerscontract wordt van rechtswege verlengd met één jaar als na het verstrijken ervan geen nieuw contract in de plaats komt. Na de verlenging legt de Regering een eenjarig beheersplan vast, dat slechts één keer hernieuwbaar is.

HOOFDSTUK IV. — Autonomie

Art. 12. Binnen de perken van dit decreet mag de Maatschappij alle activiteiten ontwikkelen die beantwoorden aan haar maatschappelijk doel.

De Maatschappij mag binnen de perken van haar maatschappelijk doel lichamelijke en onlichamelijke goederen aankopen, gebruiken en vervreemden, zakelijke rechten op die goederen aanleggen of tenietdoen en dergelijke beslissingen uitvoeren.

Art. 13. Onverminderd artikel 9, § 2, 2°, van dit decreet bepaalt de Maatschappij de tarieven en de tariefstructuren voor haar dienstverleningen, met inachtneming van de wetgeving betreffende de prijszetting.

Art. 14. De Maatschappij mag met de voorafgaande toestemming van de Regering goederen en onroerende rechten ten algemen nutte onteigenen. De Raad van bestuur beslist welke minnelijk aangekochte onroerende goederen ten algemene nutte verworven worden.

Art. 15. De Maatschappij mag op eigen initiatief en in het kader van haar opdrachten alle werken uitvoeren op of onder pleinen, wegen, straten, paden, waterlopen en kanalen van het openbaar domein van de Staat, het Gewest, de provincies en de gemeenten, overeenkomstig de wet van 17 januari 1938 tot regeling van het gebruik door de openbare besturen, de verenigingen van gemeenten en de concessiehouders van openbare diensten of van diensten van openbaar nut, van de openbare domeinen van den Staat, van de provincies en van de gemeenten, voor het aanleggen en het onderhouden van leidingen en inzonderheid van gas- en waterleidingen.

Art. 16. De Regering kan de Maatschappij onder de haar bepaalde voorwaarden machtigen om :

1° één van haar watervoozieningsdiensten geheel of gedeeltelijk aan een gemeente of een intercommunale af te staan;

2° de exploitatie van één van haar diensten stop te zetten op voorstel van de meerderheid van de gemeentelijke vennoten die houder zijn van sociale aandelen waarop in bedoelde dienst werd ingetekend, voor zover de vennoten bovendien de meerderheid van het kapitaal van die dienst in handen hebben.

Bij gedeeltelijke of gehele overdracht of bij stopzetting van een dienst maken de vennoten die houder zijn van sociale aandelen in die dienst niet langer deel uit van de Maatschappij, tenzij ze houder zijn van aandelen in andere diensten.

Er wordt vervolgens overgegaan tot de vereffening van het maatschappelijke bezit van de afgestane of stopgezette dienst.

Als de verdeelsleutel van het bezit niet vaststaat bij de oprichting van de dienst, wordt het bedrag van het aan elke vennoot terug te betalen aandeel na advies van het adviescomité van de betrokken dienst bepaald door de raad van bestuur, onverminderd alle aan de Maatschappij verschuldigde schadeloosstellingen en -vergoedingen.

Art. 17. § 1. De Maatschappij beslist binnen de perken van haar maatschappelijk doel en in voorkomend geval overeenkomstig de bepalingen van haar beheerscontract betreffende de financiële structuur, over de omvang, de technieken en de voorwaarden van haar externe financiering.

§ 2. De Maatschappij beslist over de belegging van haar beschikbare fondsen, met inachtneming van de bepalingen die eventueel vastliggen in het beheerscontract.

Art. 18. § 1. De Maatschappij kan rechtstreekse of onrechtstreekse participaties nemen in de Belgische of buitenlandse publiek- of privaatrechtelijke maatschappijen, verenigingen of instellingen waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met haar eigen doel.

§ 2. De Raad van bestuur beslist bij tweederde meerderheid van de uitgedrukte stemmen over elke participatie.

§ 3. De Maatschappij informeert de Regering als ze in § 1 bedoelde participaties beslist te nemen of af te staan. De Regering beschikt over dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze kennis neemt van de beslissing, om elke opmerking te formuleren die ze nuttig acht of om zich eventueel tegen de beslissing te verzetten.

§ 4. De vertegenwoordigers van de Maatschappij binnen de maatschappijen waarin de « S.W.D.E » een participatie heeft genomen, worden door de Raad van bestuur aangewezen onder de bestuurders, de directeur-generaal, de adjunct-directeurs-generaal en de personeelsleden van de Maatschappij.

HOOFDSTUK V. — *Algemene vergadering*

Art. 19. De algemene vergadering oefent de bevoegdheden uit die haar specifiek toekomen krachtens dit decreet, de wet of de statuten.

De vertegenwoordigers van de vennoten binnen de algemene vergadering beschikken over een stemrecht dat overeenstemt met de sociale aandelen die ze bezitten, met uitzondering van de uitdrukkelijke bepalingen bedoeld in dit decreet, in de wet of in de statuten.

HOOFDSTUK VI. — *Bestuur*

Afdeling 1. — De raad van bestuur

Art. 20. § 1. De Maatschappij wordt door een raad van bestuur beheerd.

§ 2. De raad van bestuur mag alle handelingen verrichten die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van het maatschappelijk doel van de Maatschappij, met uitzondering van degene die krachtens de wet, de statuten of het decreet aan de algemene vergadering worden toegewezen.

§ 3. De raad van bestuur ziet toe op het dagelijkse beheer waargenomen door het directiecomité dat daarover regelmatig verslag uitbrengt aan de raad. De raad van bestuur of zijn voorzitter kan het directiecomité elk ogenblik verzoeken om een verslag over de activiteiten van de Maatschappij of over een deel ervan.

§ 4. De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan het directiecomité, behalve :

1° het uitstippelen van het algemeen beleid van de Maatschappij;

2° alle bevoegdheden die krachtens de wet, het decreet of de statuten uitdrukkelijk worden toegewezen aan de raad van bestuur.

Elke machtigingshandeling moet duidelijk aangeven op welke bevoegdheden de machtiging slaat.

Elke machtiging mag niet langer lopen dan één jaar en is hernieuwbaar.

Art. 21. § 1. De raad van bestuur bestaat uit 17 leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters.

De algemene vergadering regelt de bevoegdheden en bezoldigingen van de voorzitter, de twee ondervoorzitters en de bestuurders.

Negen bestuurders worden door de algemene vergadering gekozen. Acht bestuurders worden door de Regering benoemd, van wie twee op voorstel van de « S.P.G.E. ».

§ 2. De leden van de raad van bestuur worden voor een hernieuwbaar mandaat van 6 jaar aangewezen.

De raad wordt vernieuwd bij de eerste gewone algemene vergadering na de provincieraads- of gemeenteraadsverkiezingen.

§ 3. Als een plaats van bestuurder vacant is bij de benoeming van de algemene vergadering, hebben de overblijvende bestuurders het recht om ze overeenkomstig de evenredige regel bedoeld in § 6, derde lid, in te vullen totdat de volgende algemene vergadering overgaat tot een definitieve benoeming.

§ 4. De Regering benoemt de voorzitter van de raad van bestuur. De eerste ondervoorzitter en de tweede ondervoorzitter worden door de raad van bestuur aangewezen onder zijn vertegenwoordigers. Minstens één van die drie functies is voorbehouden aan één van de leden van de raad van bestuur uit de algemene vergadering.

De statuten bepalen de regels betreffende hun respectieve bevoegdheden.

§ 5. Bij staking van stemmen binnen de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter kan elk ogenblik ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van de Maatschappij. Hij kan de nodige uitleg of gegevens vragen aan het directiecomité en de personeelsleden van de Maatschappij vragen en alle onderzoeken instellen die hij nuttig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 6. De door de algemene vergadering gekozen bestuurders moeten burgemeester, schepen of gemeenteraadslid van een verenigde gemeente zijn.

De door de algemene vergadering gekozen bestuurder die lid van een gemeenteraad of burgemeester is en die hoedanigheid verliest, wordt van rechtswege geacht ontslag te nemen.

De door de algemene vergadering gekozen bestuurders worden naar evenredigheid van de gezamenlijke gemeenteraden van de verenigde gemeenten aangewezen, rekening houdende met de eventuele individuele facultatieve verklaringen van politieke verwantschap of hergroepering. Bij de berekening van de evenredigheid wordt de waarde van elke gemeentelijke vennoot gewogen naar gelang van het aantal sociale aandelen die hij bezit.

§ 7. De raad van bestuur kan zich laten bijstaan door één of meer waarnemers, die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen.

§ 8. De raad van bestuur mag pas beraadslagen en beslissen als de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen, behalve de uitzonderingen die vastliggen in de statuten, in het Wetboek van de vennootschappen en in dit decreet.

Afdeling 2. — Het mandaat van bestuurder

Art. 22. § 1. Onverminderd de andere beperkingen waarin voorzien wordt bij of krachtens een wet, een decreet of de statuten van de Maatschappij, is het mandaat van bestuurder onverenigbaar met :

- 1° de hoedanigheid van lid van een regering;
- 2° de hoedanigheid van provinciegouverneur;
- 3° de hoedanigheid van lid van het directiecomité;
- 4° de hoedanigheid van personeelslid of gepensioneerd lid van de Maatschappij.

§ 2. Als een bestuurder één van de in § 1 bedoelde hoedanigheden verwerft, moet hij zijn mandaten of functies neerleggen binnen een termijn van drie maanden. Als hij dat niet doet, wordt hij na afloop van die termijn geacht van rechtswege ontslag te hebben genomen bij de Maatschappij.

Het mandaat van bestuurder eindigt van rechtswege de dag waarop de betrokken persoon de leeftijd van 65 jaar bereikt.

Afdeling 3. — Het directiecomité

Art. 23. Het directiecomité bestaat uit een directeur-generaal, die er voorzitter van is, en uit twee adjunct-directeurs-generaal.

Het staat in voor het dagelijks beheer en de vertegenwoordiging van de Maatschappij, alsmede voor de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

De leden van het directiecomité wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.

Art. 24. De Regering benoemt de leden van het directiecomité voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar.

Als één van de leden bij zijn benoeming ouder is dan vijftienentig jaar, verkort de Regering de duur van zijn mandaat om het te laten eindigen de dag waarop bedoeld lid de leeftijd van 65 jaar bereikt.

De leden van het directiecomité mogen slechts door de Regering ontslaan worden :

- 1° ofwel op voorstel van de raad van bestuur;
- 2° ofwel op initiatief van de Regering na advies van de raad van bestuur.

Art. 25. § 1. De wederzijdse rechten, met inbegrip van de bezoldiging, en verplichtingen van de leden van het directiecomité, enerzijds, en van de Maatschappij, anderzijds, worden bij een bijzondere overeenkomst tussen de betrokken partijen geregeld. Om deze overeenkomst te sluiten wordt de Maatschappij vertegenwoordigd door de raad van bestuur.

De overeenkomst voorziet in bijzondere bepalingen om in geval van niet-vernieuwing van het mandaat of van ontslag de sociale en financiële toestand van de leden van het directiecomité te waarborgen, die hun functie hebben moeten neerleggen of een van zelfstandige activiteit hebben moeten stopzetten om hun mandaat bij de « S.W.D.E. » uit te oefenen.

De leden van het directiecomité die zich bij hun benoeming in een statutaire band bevinden met de Maatschappij of met elke andere publiekrechtelijke persoon die onder het Gewest ressorteert, worden voor een opdracht van algemeen belang ambtshalve met verlof geplaatst voor de hele duur van het mandaat.

§ 2. De bezoldiging van de leden van het directiecomité is voor rekening van de Maatschappij.

*Afdeling 4. — Diensten, adviescomités en zonecomités**Onderafdeling 1. — De diensten*

Art. 26. De Maatschappij wordt ingedeeld in productie- en distributiediensten. De openbare opdracht i.v.m. waterproductie wordt vervuld door een productiedienst. Deze dienst beschikt over de nodige infrastructuur voor de uitvoering van die opdracht. Hij maakt het voorwerp uit van een aparte rekening in de analytische exploitatieboekhouding. De openbare opdracht i.v.m. waterverdeling wordt vervuld door distributiediensten. Elke distributiedienst beschikt over de nodige infrastructuur voor de uitvoering van die opdracht op het grondgebied van de gemeenten die hij bedient en maakt het voorwerp uit van een aparte rekening in de analytische exploitatieboekhouding.

Onderafdeling 2. — De adviescomités

Art. 27. Elke in exploitatie zijnde dienst heeft een adviescomité. Het adviescomité van de productiedienst bestaat uit zijn gemeentelijke en intergemeentelijke vennoten en uit de « S.P.G.E. ».

Het adviescomité van elke distributiedienst bestaat uit de vennoten, met uitzondering van het Gewest, uit de « S.P.G.E. » en de provincies.

Elk adviescomité wordt voorgezeten door een lid van de raad van bestuur, dat door deze laatste wordt aangewezen.

De raad van bestuur bepaalt de regels voor de werking van de adviescomités onder voorbehoud van de goedkeuring van de algemene vergadering.

Elk comité vergadert minstens twee keer per jaar en onderzoekt de jaarrekeningen bij elke vergadering.

Elke vennoot beschikt over een stem binnen de adviescomités waarvan hij deel uitmaakt.

Art. 28. Het advies van de adviescomités wordt vereist voor :

1. ieder project tot fusie van een dienst met één of verschillende diensten;
2. ieder project tot wijziging van de waterverkoopstarieven;
3. ieder project tot uitbreiding, inkrimping of wijziging van de dienst;
4. ieder voorstel tot toelating van een nieuw lid dat eventueel deel zou uitmaken van die dienst;
5. ieder voorstel tot uittreding of uitsluiting van een vennoot die deel uitmaakt van die dienst;
6. ieder project tot gehele of gedeeltelijke overdracht van een distributiedienst aan een gemeente of een intercommunale;
7. ieder werkenprogramma waarvoor de dienst interesse toont.

Onderafdeling 3. — De zonecomités

Art. 29. Er worden zonecomités opgericht waarin de distributiediensten per hydrografisch onderbekken ingedeeld worden. Elk zonecomité vergadert minstens één keer per jaar. Bij unanieme beslissing mag een adviescomité zijn bevoegdheden overdragen aan het betrokken zonecomité.

De samenstelling en de werkingsmodaliteiten van de zonecomités worden bepaald door de raad van bestuur.

Art. 30. Het advies van de zonecomités wordt vereist voor projecten betreffende de acties die de Maatschappij moet voeren in het kader van een geïntegreerd beheer van de waterkringloop en voor een betere waterkwaliteit.

Art. 31. De raad van bestuur wordt minstens één keer per jaar uitgebreid tot de voorzitters van de zonecomités. Tijdens deze vergadering wordt informatie over de strategische opties van de Maatschappij verstrekt.

HOOFDSTUK VII. — *Administratief toezicht en controle**Afdeling 1. — Administratief toezicht*

Art. 32. § 1. De Regering is bevoegd om controle uit te oefenen op de Maatschappij. Wat de openbare opdrachten betreft, wordt de controle uitgeoefend door twee Regeringscommissarissen die benoemd en ontslagen worden door de Regering. De Regering regelt de uitoefening van de opdrachten van de commissarissen.

§ 2. De Regeringscommissarissen die individueel of gezamenlijk handelen, zien toe op de naleving van de wet, het decreet, de statuten van de Maatschappij, het beheerscontract en, in voorkomend geval, het voorlopige beheersplan.

§ 3. De Regeringscommissarissen worden uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur. Ze beschikken over de ruimste bevoegdheden om hun opdracht te vervullen.

§ 4. De Regeringscommissarissen kunnen binnen een termijn van vier vrije dagen een beroep instellen bij de Regering tegen elke beslissing die ze strijdig achten met de wet, het decreet, de statuten, het beheerscontract of, in voorkomend geval, het voorlopige beheersplan.

Die termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover de Regeringscommissarissen er regelmatig op uitgenodigd werden, en, in de andere gevallen, de dag waarop ze kennis hebben genomen van de beslissing. Het beroep is opschortend.

De beslissing wordt definitief als de Regering de nietigverklaring niet uitspreekt binnen een termijn van twintig vrije dagen, die ingaat op dezelfde dag als de termijn bedoeld in het eerste lid. De Regering betekent de nietigverklaring aan het bestuursorgaan.

Art. 33. Als de wet, het decreet, de statuten of het beheerscontract het eist, kan de Regering de raad van bestuur door bemiddeling van een Regeringscommissaris verzoeken om binnen de door hem gestelde termijn te beraadslagen over iedere aangelegenheid die hij aangeeft.

Afdeling 2. — Controle op de rekeningen

Art. 34. De controle, overeenkomstig de wetgeving en de statuten, op de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen i.v.m. de jaarrekeningen, wordt opgedragen aan een college van commissarissen dat uit drie leden bestaat.

Hun beraadslagingen zijn collegiaal. Hun verslagen en opmerkingen worden overgemaakt aan de Regering en aan de algemene vergadering.

De voorzitter van het college wordt aangewezen door de algemene vergadering onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van de vennootschappen. Hij heeft de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

De twee andere leden worden benoemd door de Regering.

De commissarissen worden benoemd voor een verlengbare termijn van drie jaar. Tijdens hun mandaat mogen ze alleen om ernstige redenen worden ontslagen. Hun opdracht, actiemiddelen, statuut en bezoldiging, met uitzondering van de in § 2 bedoelde bezoldiging, liggen vast in het beheerscontract.

§ 2. De algemene vergadering bepaalt de bezoldiging van de bedrijfsrevisor, die voor rekening van de Maatschappij is.

HOOFDSTUK VIII. — *Boekhouding en jaarrekeningen*

Art. 35. § 1. De Maatschappij voert haar boekhouding per kalenderjaar. De activiteiten in verband met haar openbare opdrachten en haar overige activiteiten worden telkens in een aparte boekhouding opgenomen.

Het resultaat wordt opgedeeld volgens de regels die vastliggen in de statuten. Daarbij wordt onder meer rekening gehouden met het aantal aansluitingen en het zuinige waterbeheer.

Het Gewest, de « S.P.G.E. » en de provincies worden niet betrokken bij de opdeling van het resultaat van de activiteiten i.v.m. de openbare opdrachten.

De bijlage bij de jaarrekeningen bevat een samenvattende staat van de rekeningen betreffende de openbare opdrachten en een commentaar. De Regering kan regels vastleggen i.v.m. de vorm en de inhoud van de samenvattende staat en het commentaar.

§ 2. De raad van bestuur bezorgt de Regering de jaarrekeningen vóór 30 juni van het jaar na het bedoelde boekjaar, alsmede het beheersverslag, het verslag van de bedrijfsrevisor en het verslag van het college van commissarissen.

De Regering stuurt de in het eerste lid bedoelde documenten vóór 31 juli van het jaar na het bedoelde boekjaar naar de Waalse Gewestraad.

Art. 36. Naast haar algemene boekhouding voert de Maatschappij ook een analytische en begrotingsboekhouding.

HOOFDSTUK IX. — *Maatschappelijk kapitaal*

Art. 37. Het maatschappelijk kapitaal bestaat uit drie soorten aandelen :

— aandelen tot kapitaalvorming;

— aandelen die participaties in het kapitaal van de productiedienst en de distributiediensten vertegenwoordigen; op die aandelen kan ingetekend worden door het Gewest, de « S.P.G.E. », de provincies, de intercommunales, de gemeenten en de publiek- of privaatrechtelijke personen;

— aandelen die de raad van bestuur mag uitgeven naar gelang van de specifieke activiteiten in verband met het maatschappelijk kapitaal.

De gemeentelijke aandeelhouders vertegenwoordigen steeds minimum 50 % van het kapitaal, plus één aandeel.

Afgezien van de omvang van de inbreng van de verschillende partijen bij de kapitaalvorming, beschikken de gemeenten steeds over de meerderheid van stemmen in de verschillende beheersorganen van de Maatschappij, behalve in het directiecomité.

De aandelen tot kapitaalvorming mogen niet afgestaan worden. De andere aandelen van een publiekrechtelijke vennoot mogen slechts aan een andere publiekrechtelijke vennoot worden afgestaan. Om aandeelhouder te worden, moeten de privaatrechtelijke personen eerst door de Regering gemachtigd worden.

HOOFDSTUK X. — *Personeel*

Art. 38. Het statuut van het personeel en het arbeidsreglement worden door de raad van bestuur aangenomen op voorstel van het directiecomité.

HOOFDSTUK XI. — *Voorlopige bepalingen*

Art. 39. De « S.W.D.E. » wordt vanaf 1 januari 2001 aangewezen als bouwheer voor de opdrachten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vastlegging op titel V : « Gewestelijk Bedrijf : ERPE » van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan de lijst opgenomen is in de jaarrekeningen van het « ERPE » voor het boekjaar 2000, met uitzondering van de opdrachten betreffende de Transhennuyère.

Art. 40. De « S.W.D.E. » wordt vanaf 1 januari 2001 aangewezen als bouwheer voor de opdrachten betreffende de Transhennuyère die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vastlegging op titel V : « Gewestelijk Bedrijf : ERPE » van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan de lijst opgenomen is in de jaarrekeningen van het « ERPE » voor het boekjaar 2000.

Zodra het geheel van de goederen die deel uitmaken van de Transhennuyère operationeel is, wordt hun beheer bij overeenkomst door de Regering toevertrouwd aan de Maatschappij. De overeenkomst regelt de modaliteiten van de uitvoering van het beheer, alsmede de deelneming van de gebruikers van die goederen in het beheer. De maatschappelijke zetel van die gebruikers is gevestigd in het Waalse Gewest.

Art. 41. § 1. De eigendom van de goederen bestemd voor de activiteit van het « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau » (Gewestelijk Bedrijf voor Waterproductie en -toevoer) die op 31 december 2000 aan het Gewest toebehoorden en waarvan de lijst door de Waalse Regering wordt bepaald, wordt overgedragen aan de « S.P.G.E. ».

De overdracht kan zonder verdere formaliteiten van rechtswege aan derden tegengeworpen worden vanaf de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de lijst van de goederen.

§ 2. De eigendom van de goederen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vastlegging op titel V : « Gewestelijk Bedrijf : ERPE » van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan de lijst opgenomen is in de jaarrekeningen van het « ERPE » voor het boekjaar 2000, met uitzondering van de goederen die deel uitmaken van de Transhennuyère, wordt automatisch overgedragen aan de « S.W.D.E. » zodra de voorlopige oplevering door de bouwheer wordt toegestaan.

De overdracht van de betrokken goederen kan zonder verdere formaliteiten van rechtswege tegengeworpen worden aan derden.

§ 3. De « S.P.G.E. » erft de rechten en verplichtingen van het Gewest voor de goederen die krachtens dit artikel worden overgedragen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit lopende of komende gerechtelijke procedures.

In geval van geschil i.v.m. het geheel of een gedeelte van de overgedragen goederen waarvan de eigendomstitels niet zijn overgemaakt aan de « S.P.G.E. », treedt het Gewest op ten gunste van de « S.P.G.E. ».

Het Gewest moet enkel de verplichtingen nakomen waarvan de betaling of de uitvoering vóór de eigendomsoverdracht opeisbaar was, met uitzondering van de financiering van de opdrachten die het voorwerp uitmaken van een vastlegging op titel V : « Gewestelijk Bedrijf : ERPE » van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, overgedragen aan de Maatschappij en gedekt door bestaande waarden gelijkgesteld met het reservefonds in de boekhouding van het « Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau » en vastgelegd vóór de sluiting van hun vereffening. Na die betaling wordt het saldo van de waarden teruggestort aan het Waalse Gewest overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten. Als het saldo negatief is, betaalt het Waalse Gewest de vastgestelde onkosten terug aan de « S.W.D.E. » na overlegging van bewijsstukken.

§ 4. Het Gewest geeft zo spoedig mogelijk kennis van de akten en documenten, met inbegrip van de uittreksels uit de kadastrale leggers en uit het kadastraal plan waarin de rechten, lasten en verplichtingen betreffende de ingebrachte goederen worden vermeld.

De inventaris van deze akten en documenten wordt zo spoedig mogelijk opgemaakt. Hij wordt ondertekend door de Minister bevoegd voor het Water en door de Minister van Begroting, alsmede door de voorzitter van de raad van bestuur van de « S.P.G.E. ».

§ 5. De « S.P.G.E. » geeft de Maatschappij het vruchtgebruik van de goederen bedoeld in de §§ 1 en 2 van dit artikel.

Een akkoordprotocol tussen de Maatschappij en de « S.P.G.E. » regelt de voorwaarden voor de inbreng van het vruchtgebruik van de goederen in de Maatschappij, voor de uitoefening van het recht van vruchtgebruik en voor de deelneming van de gebruikers van die goederen in het beheer ervan.

Art. 42. Het eerste beheerscontract bedoeld in artikel 10 wordt uiterlijk 31 december 2001 gesloten.

Als na afloop van die termijn geen beheerscontract in werking is getreden, kan de Regering een voorlopig beheersplan vaststellen, waarvan de inhoud overeenstemt met die van het beheerscontract.

Art. 43. Het eerste beheerscontract vervalt op 31 december 2005.

Art. 44. Uiterlijk 31 mei 2001 wordt een buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen om de statuten van de Maatschappij aan te passen aan de bepalingen van dit decreet.

De raad van bestuur wordt verkozen op de eerste algemene vergadering na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 45. Het fiscale statuut van de Maatschappij is hetzelfde als dat waarover de Nationale Maatschappij der Waterleidingen en de « Société wallonne des Distributions d'Eau » vroeger beschikten.

HOOFDSTUK XII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 46. In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden « Société wallonne des Distributions d'Eau » geschrapt.

Art. 47. Het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen, gewijzigd bij de decreten van 5 november 1987 en 25 juli 1991, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 1, § 1.

Art. 48. Het decreet van 2 juli 1987 tot omzetting in een gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie en het groot vervoer van water, gewijzigd bij de decreten van 25 juli 1991 en 15 april 1999, wordt opgeheven.

Art. 49. In het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de Gestion de l'Eau » wordt het tweede lid van artikel 17 opgeheven.

HOOFDSTUK XIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 50. Binnen drie maanden na de goedkeuring door de raad van bestuur van het in artikel 38 bedoelde statuut wordt een procedure opgestart om de ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest die tewerkgesteld zijn bij het « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau », op vrijwillige basis over te plaatsen naar de Maatschappij.

De modaliteiten voor de overdracht worden besproken binnen het sectorcomité en nemen de volgende principes in acht :

1° de ambtenaren worden overgeplaatst met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Zij behouden minstens de geldelijke rechten en de anciënniteit die zij hadden of gehad zouden hebben als zij in hun dienst van herkomst het ambt nog zouden bekleden dat zij bij hun overplaatsing bekleden.

De overgeplaatste ambtenaren worden van rechtswege onderworpen aan de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit het statuut van het personeel van de Maatschappij.

2° de kandidaten voor de overplaatsing worden opgeroepen binnen een termijn van drie maanden en het nominatieve overplaatsingsbesluit heeft uitwerking binnen de drie volgende maanden.

Art. 51. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal in dienst bij de « Société wallonne des Distributions d'Eau » op de dag van inwerkingtreding van dit decreet zijn van rechtswege voorzitter en lid van het directiecomité. Het derde lid van het directiecomité wordt door de Regering gekozen onder de ambtenaren-generaal van de « Société wallonne des Distributions d'Eau ».

Hun rechten en verplichtingen en die van de Maatschappij worden geregeld krachtens de bepalingen van artikel 25 van dit decreet.

Ze aanvaarden hun ambt de eerste dag volgend op de installatie van de eerste raad van bestuur die overeenkomstig de bepalingen van dit decreet wordt benoemd.

Art. 52. De personeelsleden van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » die in dienst zijn op de dag van inwerkingtreding van dit decreet, blijven personeelslid van de « Société wallonne des Eaux ». Ze behouden de voordelen die ze hadden op de dag van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 53. De huidige statuten van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » blijven van toepassing zolang ze niet gewijzigd worden overeenkomstig artikel 4 van dit decreet, op voorwaarde dat ze niet strijdig zijn met de bepalingen van dit decreet.

HOOFDSTUK XIV. — *Inwerkingtreding*

Art. 54. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 maart 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Stukken van de Raad. — 171 (2000-2001). Nrs. 1 tot 12.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 21 februari 2001. Bespreking - Stemming.